

*Aucune autorité en valeurs mobilières ne s'est prononcée sur la qualité des titres offerts dans le présent prospectus. Quiconque donne à entendre le contraire commet une infraction. Les titres décrits dans le présent prospectus simplifié ne peuvent être offerts que là où l'autorité compétente a accordé son visa; ils ne peuvent être proposés que par des personnes dûment inscrites. Les titres offerts au moyen des présentes n'ont pas été ni ne seront inscrits en vertu de la loi des États-Unis intitulée Securities Act of 1933, en sa version modifiée (la « **Loi de 1933** »), ou de la législation en valeurs mobilières de quelque État des États-Unis et ces titres ne peuvent être offerts ou vendus aux États-Unis (au sens de United States du Regulation S promulgué en vertu de la Loi de 1933) sauf aux termes d'une dispense des exigences d'inscription de la Loi de 1933 et de la législation en valeurs mobilières applicable de quelque État des États-Unis. Le présent prospectus simplifié ne constitue pas une offre de vendre ni une sollicitation d'une offre d'acheter des titres offerts au moyen des présentes aux États-Unis. Voir « Mode de placement ».*

L'information intégrée par renvoi dans le présent prospectus simplifié provient de documents déposés auprès des commissions de valeurs mobilières ou d'autorités analogues au Canada. On peut obtenir gratuitement des exemplaires des documents intégrés par renvoi dans le présent prospectus simplifié sur demande adressée au secrétaire (Canada) de Champion Iron Limited, 20 Adelaide Street East, bureau 200, Toronto (Ontario) Canada M5C 2T6 (téléphone : 416-866-2200) et sur le site Internet de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

PROSPECTUS SIMPLIFIÉ

Nouvelle émission

Le 7 septembre 2017

CHAMPION IRON

CHAMPION IRON LIMITED

20 millions de dollars

22 222 223 reçus de souscription, représentant chacun le droit de recevoir une action ordinaire

Le présent prospectus simplifié vise le placement (le « **placement** ») de 22 222 223 reçus de souscription (les « **reçus de souscription** ») de Champion Iron Limited (« **Champion** » ou la « **société** ») au prix de 0,90 \$ le reçu de souscription (le « **prix d'offre** »). Les reçus de souscription (au sens des présentes) seront émis et vendus dans chacune des provinces du Canada en vertu d'une convention de prise ferme et de placement pour compte (la « **convention de prise ferme et de placement pour compte** ») intervenue le 7 septembre 2017 entre la société, d'une part, et RBC Dominion valeurs mobilières Inc. (« **RBC** »), en qualité d'unique teneur de livres, Sprott Private Wealth LP, en qualité de co-chef de file, BMO Nesbitt Burns Inc., Financière Banque Nationale Inc., Scotia Capitaux Inc., Valeurs mobilières Desjardins inc. et Marchés financiers Macquarie Canada Ltée (collectivement avec RBC et Sprott Private Wealth LP, les « **courtiers** »), d'autre part. Conformément à la convention de prise ferme et de placement pour compte, i) 9 373 778 reçus de souscription (les « **reçus de souscription hors liste du président** ») seront souscrits auprès de la société par les courtiers par voie de prise ferme et ii) 12 848 445 reçus de souscription (les « **reçus de souscription de la liste du président** ») seront offerts en vente par les courtiers par voie de placement pour compte à certains investisseurs prédéterminés.

Le prix d'offre a été fixé par voie de négociation sans lien de dépendance entre la société et les courtiers. Parallèlement au placement, les reçus de souscription peuvent être offerts et vendus aux États-Unis sous le régime de dispenses pour placement privé en vertu de la législation en valeurs mobilières fédérale et étatique des États-Unis. Voir « *Mode de placement* ».

Chaque reçu de souscription permettra à son porteur de recevoir, si les conditions de libération de l'entiercement (au sens des présentes) qui n'ont pas fait l'objet d'une renonciation sont satisfaites avant la survenance d'un cas de résiliation (au sens des présentes) et sans autre mesure de la part du porteur des reçus de souscription ni paiement d'une contrepartie supplémentaire, une action ordinaire de la société (chacune, une « **action sous-jacente** »). Voir « *Description des titres faisant l'objet du placement* ».

En 2017, Champion s'est concentrée à obtenir le financement dont elle a besoin pour la relance de la mine du terrain du lac Bloom (au sens des présentes). Dans ce contexte, la société et sa filiale, Minerai de Fer Québec inc. (« **MFQ** ») concluent une série d'opérations de financement (collectivement, les « **opérations de financement** ») pour financer la relance de la mine du terrain du lac Bloom d'un montant total estimatif d'environ 326,8 millions de dollars. Voir « *Emploi du produit* ». En plus du présent placement de reçus de souscription, les opérations de financement comprennent le financement-relais par capitaux propres, le financement des voitures de chemin de fer, le financement par emprunts de MFQ, l'investissement de CMH et la débenture de Glencore (au sens des présentes).

Les opérations de financement, y compris le placement, visent à offrir un montage de financement quasi complet en vue de la relance de la mine du terrain du lac Bloom de sorte que la réalisation, l'efficacité ou la disponibilité, selon le cas, de certaines des opérations de financement sont conditionnelles à la réalisation, à l'efficacité ou à la disponibilité, selon le cas, d'autres opérations de financement. Voir « *Faits nouveaux – Opérations de financement* »).

Le produit brut (au sens des présentes) tiré du placement, déduction faite de 50 % de la commission des courtiers (le « **produit entiercé** ») sera remis à Compagnie Trust TSX et détenu par celle-ci (l'« **agent chargé des reçus de souscription** »), en qualité de mandataire et de dépositaire pour le compte des porteurs de reçus de souscription, et investi dans des obligations à court terme émises ou garanties par le gouvernement du Canada (et d'autres investissements autorisés, au sens des présentes, les « **autres investissements** ») pourvu que ces obligations à court terme ou autres investissements constituent des placements admissibles au sens de la LIR (au sens des présentes), approuvés par écrit par la société et RBC, pour son propre compte et pour le compte des autres courtiers, jusqu'à la remise de l'avis de libération de l'entiercement (au sens des présentes) ou, si elle est antérieure, la date de résiliation (au sens des présentes), conformément aux modalités d'une convention relative aux reçus de souscription (la « **convention relative aux reçus de souscription** ») devant intervenir à la date de clôture du placement (au sens des présentes) entre la société, l'agent chargé des reçus de souscription et RBC, pour le compte des courtiers. Voir « *Description des titres faisant l'objet du placement – Reçus de souscription – Produit entiercé* ».

À la réalisation de certaines conditions qui n'ont pas fait l'objet d'une renonciation, soit : a) la signature des documents définitifs relativement au financement par emprunts de MFQ et le respect de toutes les conditions préalables à la disponibilité des fonds aux termes de celui-ci (autres que les conditions préalables qui, de par leur nature, doivent être satisfaites à la clôture du financement par emprunts de MFQ ou à la réalisation des conditions de libération de l'entiercement qui n'ont pas fait l'objet d'une renonciation); et b) le financement de l'investissement de CMH (les « **conditions de libération de l'entiercement** ») avant la survenance d'un cas de résiliation et à la signature et à la remise de l'avis de libération de l'entiercement (au sens des présentes) à l'agent chargé des reçus de souscription : i) l'agent chargé des reçus de souscription A) libérera le produit entiercé en faveur de la société, avec l'intérêt gagné (au sens des présentes), déduction faite de la tranche restante de 50 % de la commission des courtiers (au sens des présentes) (le « **produit net** »), et B) remettra aux courtiers la tranche restante de 50 % de la commission des courtiers; et ii) les porteurs des reçus de souscription recevront automatiquement, sans paiement de contrepartie supplémentaire ni prise d'une autre mesure, une action sous-jacente pour chaque reçu de souscription détenu. Voir « *Description des titres faisant l'objet du placement – Reçus de souscription – Modalités des reçus de souscription* ».

Si a) les conditions de libération de l'entiercement qui n'ont pas fait l'objet d'une renonciation ne sont pas respectées avant le 16 octobre 2017, ou b) l'une des parties au financement par emprunts de MFQ décide de ne pas donner suite au financement par emprunts de MFQ (dans chaque cas, un « **cas de résiliation** »), chaque reçu de souscription sera automatiquement annulé sans autre mesure. Les porteurs des reçus de souscription ont le droit de recevoir, au plus tard le deuxième (2^e) jour ouvrable qui suit la date à laquelle survient un cas de résiliation (la « **date de résiliation** »), de la part de l'agent chargé des reçus de souscription et de la société, le cas échéant, le remboursement d'un montant correspondant au prix d'offre multiplié par le nombre de reçus de souscription que détient ce porteur, majoré du droit proportionnel du porteur à l'intérêt gagné et à l'intérêt réputé (au sens des présentes), déduction faite des retenues fiscales applicables. Voir « *Description des titres faisant l'objet du placement – Reçus de souscription – Modalités des reçus de souscription* ».

Prix : 0,90 \$ par reçu de souscription

	Prix d'offre	Commission des courtiers¹⁾	Produit net revenant à la société²⁾
Par reçu de souscription	0,90 \$	0,0495 \$	0,8505 \$
Total.....	20 000 000,70 \$	782 001,02 \$	19 217 999,68 \$

Nota :

- 1) Les courtiers toucheront une commission (la « **commission des courtiers** ») correspondant à 5,50 % du produit brut du placement. Une tranche de 50 % de la commission des courtiers sera payable à la clôture du placement. La tranche restante de 50 % de la commission des courtiers sera déposée en mains tierces auprès de l'agent chargé des reçus de souscription et sera payable uniquement si les conditions de libération de l'entiercement sont remplies. Si un cas de résiliation survient, les courtiers n'auront pas le droit de recevoir la tranche restante de 50 % de la commission des courtiers. La commission des courtiers sera réduite à 2,75 % dans le cadre de l'offre en vente des reçus de souscription de la liste du président par voie de placement pour compte, comme l'ont convenu la société et les courtiers. Voir « *Mode de placement* ».
- 2) Avant déduction des frais du placement, estimés à 1 000 000 \$.

L'obligation des courtiers de souscrire les reçus de souscription hors liste du président est subordonnée à l'émission et à la vente du nombre nécessaire de reçus de souscription de la liste du président pour un produit brut total du placement d'au moins 15 000 000 \$.

Dans le présent prospectus simplifié, les « reçus de souscription » renvoient notamment aux « reçus de souscription hors liste du président » et aux « reçus de souscription de la liste du président ».

Un placement dans les reçus de souscription comporte un degré de risque élevé. Les investisseurs éventuels devraient examiner attentivement les facteurs de risque décrits et/ou intégrés par renvoi dans le présent prospectus simplifié. Voir « *Mise en garde concernant l'information prospective* » et « *Facteurs de risque* ».

Les actions ordinaires de la société (les « **actions ordinaires** ») sont négociées à la cote de la Bourse de Toronto (la « **TSX** ») et de l'Australian Securities Exchange (« **ASX** »). Le 6 septembre 2017, soit le dernier jour de négociation des actions ordinaires à la TSX, et le 7 septembre 2017, soit le dernier jour de négociation des actions ordinaires à l'ASX avant la date des présentes, les cours de clôture des actions ordinaires s'établissaient respectivement à 0,99 \$ et à 1,00 \$ A. La TSX a approuvé sous condition l'inscription à sa cote des reçus de souscription et des actions sous-jacentes. L'inscription des reçus de souscription et des actions sous-jacentes est subordonnée à l'obligation, pour la société, de remplir toutes les exigences d'inscription de la TSX au plus tard le 1^{er} novembre 2017, y compris le placement des reçus de souscription à un nombre minimum de porteurs de titres publics. La société présentera aussi une demande d'inscription des actions sous-jacentes à la cote de l'ASX. La clôture du placement est subordonnée aux conditions de clôture usuelles.

Il n'existe actuellement aucun marché pour la négociation des reçus de souscription. Il peut donc être impossible pour les souscripteurs de revendre les reçus de souscription souscrits aux termes du présent prospectus simplifié, ce qui peut avoir une incidence sur leur cours sur le marché secondaire, la transparence et la disponibilité de leur cours, leur liquidité et l'étendue des obligations réglementaires de l'émetteur. Voir « *Facteurs de risque* ».

Les courtiers i) à titre de contrepartistes, offrent conditionnellement les reçus de souscription hors liste du président, et ii) à titre de placeurs pour compte, offrent conditionnellement les reçus de souscription de la liste du président dans le cadre d'un placement pour compte, dans chaque cas sous les réserves d'usage concernant leur vente préalable et leur émission par la société et leur livraison et leur acceptation par les courtiers conformément aux conditions de la convention de prise ferme et de placement pour compte décrite à la rubrique « *Mode de placement* » et sous réserve de l'approbation de McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l., pour le compte de la société, et de Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l., pour le compte des courtiers, quant à certaines questions d'ordre juridique concernant le placement.

Les courtiers proposent d'offrir les reçus de souscription hors liste du président initialement au prix d'offre. **Après avoir entrepris des démarches raisonnables pour vendre la totalité des reçus de souscription hors liste du président au prix d'offre, le prix d'offre peut être réduit et encore modifié jusqu'à concurrence du prix d'offre, et la rémunération des courtiers à l'égard des reçus de souscription hors liste du président sera réduite de la différence en moins entre le prix global payé par les souscripteurs pour les reçus de souscription hors liste du président et le produit brut que les courtiers ont versé à la société. Voir « *Mode de placement* ».**

Les souscriptions de reçus de souscription seront reçues sous réserve du droit de les rejeter ou de les répartir en totalité ou en partie et du droit de clore les registres de souscription à tout moment sans avis. La clôture du placement devrait avoir lieu vers le 18 septembre 2017 ou à une autre date dont la société et les courtiers peuvent convenir, mais dans tous les cas au plus tard le 29 septembre 2017 (la « **date de clôture du placement** »).

Il est prévu que les reçus de souscription seront émis, inscrits et déposés par voie électronique auprès de Services de dépôt et de compensation CDS inc. (« **CDS** ») ou de son prête-nom au moyen du système d'inscription en compte. Sauf dans des circonstances limitées, aucun porteur véritable de reçus de souscription ou d'actions sous-jacentes ne recevra de certificat définitif représentant sa participation dans les reçus de souscription ou les actions sous-jacentes et les porteurs véritables de reçus de souscription ou d'actions sous-jacentes ne recevront qu'une confirmation d'ordre usuelle du courtier ou d'un autre courtier inscrit qui est un adhérent de CDS et duquel ou par l'intermédiaire duquel ils acquièrent une participation véritable dans les reçus de souscription ou les actions sous-jacentes. Malgré ce qui précède, les reçus de souscription vendus, et les actions sous-jacentes émises, le cas échéant, à des investisseurs qualifiés au sens du terme « *accredited investors* » de la Rule 501(a) du Regulation D (« **investisseur qualifié** ») pris aux termes de la United States Securities Act of 1933, en sa version modifiée (la « **Loi de 1933** ») seront représentés par des certificats définitifs individuels inscrits au nom de leur souscripteur ou de leur prête-nom.

Sous réserve de la législation applicable, les courtiers peuvent, dans le cadre du placement, effectuer des opérations visant à en stabiliser ou à en fixer le cours à un niveau différent de celui qui serait par ailleurs formé sur le marché libre. Ces opérations peuvent être commencées ou interrompues à tout moment. Voir « *Mode de placement* ».

L'un des courtiers, Sprott Private Wealth LP, est un membre du même groupe que Sprott Private Resource Lending (Collector) LP (« Sprott Resource Lending »), qui s'est engagée conditionnellement à consentir un prêt garanti de premier rang d'une durée de cinq ans et d'un capital de 80 millions de dollars US à MFQ. La société peut donc être considérée comme un émetteur associé à Sprott Private Wealth LP. Voir « *Relation entre la société et certains courtiers* ».

Si la date de clôture du placement survient en même temps que la remise de l'avis de libération de l'entiercement des opérations de financement, les investisseurs dans le cadre du placement recevront des actions sous-jacentes au lieu des reçus de souscription.

Les reçus de souscription ne peuvent être vendus que dans les territoires où les offres et les ventes sont autorisées. Le présent prospectus simplifié ne constitue pas une offre de vendre ni une sollicitation d'une offre d'acheter les reçus de souscription dans les territoires où il est illégal de le faire. Les investisseurs éventuels doivent savoir que l'acquisition ou la disposition des reçus de souscription décrits dans le présent prospectus simplifié peuvent avoir des incidences fiscales au Canada ou ailleurs, compte tenu de leur situation particulière. Le présent prospectus simplifié pourrait ne pas décrire entièrement ces incidences fiscales. Les investisseurs éventuels devraient lire l'exposé fiscal qui figure dans le présent prospectus simplifié et consulter un conseiller en fiscalité. Voir « *Incidences fiscales fédérales canadiennes* ».

La société est une société constituée et existant sous le régime de la législation de l'Australie. La société et MM. W. Michael O'Keefe, chef de la direction et administrateur de la société, Andrew J. Love, administrateur de la société et Gary Lawler, administrateur de la société, sont respectivement constitués en société, prorogés ou par ailleurs organisés sous le régime de la législation d'un territoire étranger ou résident hors du Canada, selon le cas, et ont respectivement nommé J. Estepa Consulting Inc., 20 Adelaide Street East, bureau 200, Toronto (Ontario) M5C 2T6 leur mandataire aux fins de signification d'actes de procédure. Les souscripteurs doivent savoir qu'il peut être impossible pour des investisseurs de faire exécuter des jugements obtenus au Canada contre une personne physique ou morale qui est constituée, prorogée ou par ailleurs organisée sous le régime de la législation d'un territoire étranger ou qui réside hors du Canada, même si elle a désigné un mandataire aux fins de signification d'actes de procédure.

L'adresse postale du siège social et bureau de la direction de la société est Level 1, 91 Evans Street, Rozelle, Nouvelle-Galles du Sud 2039, Australie. La société a aussi deux bureaux au Canada, dont un situé au 20 Adelaide Street East, bureau 200, Toronto (Ontario) M5C 2T6 et l'autre au 1100, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 610, Montréal (Québec) H3B 4N4.

TABLE DES MATIÈRES

QUESTIONS D'ORDRE GÉNÉRAL.....	1
MISE EN GARDE CONCERNANT L'INFORMATION PROSPECTIVE.....	1
INFORMATION SUR LES RESSOURCES ET LES RÉSERVES MINÉRALES.....	2
CERTAINS TERMES TECHNIQUES.....	3
DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI.....	4
DOCUMENTS DE COMMERCIALISATION.....	5
SOMMAIRE DU PLACEMENT.....	6
LA SOCIÉTÉ.....	8
ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ.....	9
FAITS NOUVEAUX.....	20
STRUCTURE DU CAPITAL CONSOLIDÉ.....	23
EMPLOI DU PRODUIT.....	23
MODE DE PLACEMENT.....	26
RELATION ENTRE LA SOCIÉTÉ ET CERTAINS COURTIERIS.....	28
DESCRIPTION DES TITRES FAISANT L'OBJET DU PLACEMENT.....	29
PLACEMENTS ANTÉRIEURS.....	31
COURS DES ACTIONS ORDINAIRES ET VOLUME DES OPÉRATIONS SUR CELLES CI.....	32
FACTEURS DE RISQUE.....	33
INCIDENCES FISCALES FÉDÉRALES CANADIENNES.....	35
ADMISSIBILITÉ À DES FINS DE PLACEMENT.....	39
AUDITEUR, AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES.....	40
INTÉRÊT DES EXPERTS.....	40
MANDATAIRE AUX FINS DE SIGNIFICATION D'ACTES DE PROCÉDURE.....	41
DROITS DE RÉOLUTION ET SANCTIONS CIVILES.....	41
ATTESTATION DE LA SOCIÉTÉ.....	A-1
ATTESTATION DES COURTIERIS.....	A-2

QUESTIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

Les souscripteurs de reçus de souscription ne doivent se fier qu'à l'information contenue ou intégrée par renvoi dans le présent prospectus simplifié. La société n'a autorisé personne à fournir aux souscripteurs de l'information différente ou supplémentaire. Le cas échéant, les souscripteurs ne sauraient s'y fier. La société et les courtiers ne formulent pas une offre de vendre ni ne sollicitent une offre d'acheter les reçus de souscription là où une telle offre ou vente est interdite. Les souscripteurs doivent supposer que l'information contenue dans le présent prospectus simplifié n'est exacte qu'à la date indiquée en page frontispice du présent document et que l'information contenue dans un document intégré par renvoi n'est exacte qu'à la date de ce document, quel que soit le moment de la livraison du présent prospectus simplifié ou de la vente des reçus de souscription. L'entreprise, la situation financière, les résultats d'exploitation et les perspectives de la société peuvent avoir changé depuis ces dates.

L'adresse du site Internet de la société est www.championiron.com. L'information sur le site Internet de la société n'est pas censée être incluse ni intégrée par renvoi dans le présent prospectus simplifié et les souscripteurs éventuels ne devraient pas se fier à cette information pour prendre une décision d'investir ou non dans les reçus de souscription.

Sauf indication contraire, dans le présent prospectus simplifié, le numéraire est exprimé en dollars canadiens. Dans le présent prospectus simplifié, « \$ US » et « \$ A » renvoient respectivement au dollar américain et au dollar australien.

MISE EN GARDE CONCERNANT L'INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent prospectus simplifié et les documents qui y sont intégrés par renvoi renferment de l'information qui peut constituer de l'« information prospective » au sens de la législation en valeurs mobilières canadienne applicable. Toute l'information, sauf les énoncés de faits historiques, dans le présent prospectus simplifié et les documents qui y sont intégrés par renvoi concernant des activités, des événements ou des développements dont Champion Iron Limited et ses filiales (y compris Les Mines de fer Champion Limitée (« MFCL ») et MFQ) envisagent ou prévoient la réalisation à l'avenir, notamment la stratégie d'entreprise, les forces concurrentielles, les objectifs, l'expansion et la croissance futures des entreprises, des activités et des projets de la société et d'autres questions, constitue de l'information prospective.

Dans le présent prospectus simplifié et les documents qui y sont intégrés par renvoi, on reconnaît l'information prospective à l'emploi de verbes comme « estimer », « prévoir », « envisager », « entendre » et « croire », au futur ou au conditionnel, et à l'emploi d'expressions analogues. Cette information suppose des risques, des incertitudes et d'autres facteurs connus et inconnus de sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels de la société pourraient être sensiblement différents de ceux exprimés ou sous-entendus dans l'information prospective.

L'information prospective comprend notamment de l'information concernant les résultats financiers et les attentes pour l'exercice 2018, notamment le potentiel des terrains de la société, la disponibilité de financement, l'interprétation des résultats de forage, la géologie, la teneur et la continuité des gisements minéraux et les conclusions d'évaluations économiques, le cours des métaux, la demande pour des métaux, les cours du change, les marges d'exploitation décaissées, les dépenses en immobilisations corporelles, les hausses et baisses des activités d'exploration, les modifications des paramètres de projet, les activités en coentreprise, les ressources et teneurs et taux de récupération prévus, autant de facteurs qui reposent ou peuvent reposer sur des hypothèses et/ou des estimations quant à la réalisation du financement par emprunts de MFQ, de l'investissement de CMH et de la vente de la débenture de Glencore ainsi que quant à la conjoncture économique, au marché et à d'autres facteurs et conditions futurs.

L'information prospective est fondée sur des hypothèses, des estimations, des analyses et des opinions raisonnables de la direction compte tenu de son expérience et de sa perception des tendances, des conditions actuelles et des développements prévus, et d'autres facteurs que la direction estime pertinents et raisonnables dans les circonstances à la date à laquelle elle disposait de cette information. L'information prospective suppose nécessairement des risques et des incertitudes et d'autres facteurs connus et inconnus de sorte que les résultats, le niveau d'activité, le rendement ou les réalisations réels de la société pourraient être sensiblement différents de ceux exprimés ou sous-entendus dans l'information prospective. Bien que la société ait essayé de répertorier les facteurs importants qui pourraient avoir une incidence importante sur les résultats réels, d'autres facteurs pourraient faire en sorte que les résultats ne correspondent pas à ceux prévus, estimés ou attendus, notamment les facteurs et risques décrits ou indiqués ailleurs dans les présentes, de même que des événements imprévus et/ou inhabituels. Bon nombre de ces facteurs sont indépendants de la volonté et

du contrôle de la société. Les risques et incertitudes qui peuvent avoir une incidence sur l'information prospective que renferment les présentes comprennent, notamment ceux concernant : i) la nature de l'exploration et de l'exploitation minières; ii) les possibles revendications territoriales – groupes des Premières Nations; iii) les risques de financement; iv) l'infrastructure; v) l'absence de produits des activités ordinaires importants; vi) la situation financière mondiale actuelle; vii) la dilution et les ventes futures de titres de capitaux propres de la société; viii) le projet du Lac Bloom comme principal projet de Champion; ix) les conventions de coentreprise et d'options; x) les considérations quant à la continuité des activités; xi) la dépendance à l'égard de membres clés du personnel; xii) l'absence d'assurance titres; xiii) les permis et licences; xiv) la fluctuation du cours du fer; xv) les estimations des ressources minérales et des réserves minérales; xvi) les cours du change; xvii) la dépendance à l'égard de tierces parties; xviii) une réduction de la demande mondiale d'acier ou des interruptions de la production d'acier; xix) l'offre de matières premières et d'équipement minier à des prix raisonnables; xx) la volatilité du cours des actions; xxi) l'abondante réglementation gouvernementale régissant les activités de Champion; xxii) la réglementation environnementale; xxiii) les conflits d'intérêts; xxiv) la concurrence; xxv) les paramètres et hypothèses sous-jacents aux plans de mine futurs; xxvi) la réalisation des contrats, des commandes ou des ententes d'achat avec la société à ce jour; xxvii) la capacité de réaliser les réserves minérales estimées et de convertir les ressources minérales en réserves; xxviii) le succès des activités d'exploration; xxix) le moment et le montant de la production future estimative et les frais potentiels connexes; xxx) les questions d'exploitation minière et de transformation du minerai; xxxi) les dépenses en immobilisations et charges d'exploitation nécessaires; et xxxii) les conflits de travail ou pannes d'équipement ou autres interruptions des activités.

Si l'un ou plusieurs de ces risques ou incertitudes devaient se concrétiser, ou si les hypothèses décrites à la rubrique intitulée « *Facteurs de risque* » ou dans les documents intégrés par renvoi qui sous-tendent ces énoncés prospectifs devaient se révéler inexacts, les résultats réels pourraient être sensiblement différents de ceux décrits dans les présentes. Ces énoncés prospectifs sont formulés à la date du présent prospectus simplifié ou, dans le cas de documents intégrés par renvoi dans le présent prospectus simplifié, à la date de ces documents, et la société n'a pas l'intention ni n'assume quelque obligation de mettre à jour ces énoncés prospectifs, à moins que la législation ne l'y oblige. Rien ne garantit que ces énoncés se révéleront exacts, les résultats réels et événements futurs pouvant être sensiblement différents de ceux qui y sont exprimés. Les souscripteurs doivent savoir que des énoncés prospectifs ne sont pas des garanties de performance future et qu'ils ne devraient donc pas s'y fier outre mesure en raison de leur incertitude inhérente. De nouveaux facteurs pourraient éventuellement intervenir, et la direction de la société ne peut prévoir tous ces facteurs ni en évaluer à l'avance les répercussions sur l'entreprise de la société, ni dans quelle mesure un facteur, ou une combinaison de facteurs, peut faire en sorte que les résultats réels soient sensiblement différents de ceux exprimés dans un énoncé prospectif.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent prospectus simplifié sont donnés expressément sous réserve de la mise en garde qui précède et sont formulés à la date du présent prospectus simplifié. La société décline toute obligation de mettre à jour ou de réviser publiquement des énoncés prospectifs, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'y oblige. Les souscripteurs devraient lire le présent prospectus simplifié et consulter leurs propres conseillers professionnels quant aux aspects, notamment fiscaux et juridiques et aux facteurs de risque de leur placement dans les reçus de souscription.

INFORMATION SUR LES RESSOURCES ET LES RÉSERVES MINÉRALES

Dans le présent prospectus simplifié et dans les documents qui y sont intégrés par renvoi, l'information sur la quantité et la teneur potentielles (sous forme de fourchettes) d'un gisement minier est théorique. Les estimations historiques des ressources minérales, le cas échéant, mentionnées dans le présent prospectus simplifié et dans les documents qui y sont intégrés par renvoi, ne sont pas conformes aux normes du *Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers* (le « **Règlement 43-101** ») et nul ne saurait donc s'y fier. Aucune « personne qualifiée » (au sens du Règlement 43-101) n'a effectué le travail requis pour classer ces estimations historiques dans les « ressources minérales » à jour, au sens du Règlement 43-101. La société ne considère pas ces estimations historiques comme étant des ressources minérales à jour. Dans le présent prospectus simplifié et dans les documents qui y sont intégrés par renvoi, les estimations de ressources minérales ont été calculées conformément aux « *Standards on Mineral Resources and Reserves, Definitions and Guidelines* » de l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole (« **ICM** ») établis par le Standing Committee on Reserve Definitions de l'ICM et adoptés par l'ICM, et leurs modifications.

CERTAINS TERMES TECHNIQUES

« déchet »	Rocher stérile d'une mine, ou du matériau minéralisé dont la teneur est trop faible pour être exploitée et broyée en matière rentable.
« étude de faisabilité »	Étude technique et économique exhaustive de la méthode de développement choisie pour un projet minier, qui comporte des évaluations suffisamment détaillées de facteurs modificateurs applicables et d'autres facteurs pertinents relatifs à l'exploitation, de même qu'une analyse financière approfondie, lesquelles sont nécessaires pour démontrer, au moment de la présentation de l'information, que l'extraction est raisonnablement justifiée (c.-à-d. que l'exploitation minière est rentable). Les résultats de l'étude peuvent raisonnablement être utilisés comme fondement de la décision définitive d'un promoteur ou d'une institution financière d'entreprendre le développement du projet ou de le financer.
« étude de faisabilité préliminaire » ou « EFP »	Une étude exhaustive de la viabilité d'un projet minier qui en est au stade où la méthode d'extraction, dans le cas d'une exploitation souterraine, ou la configuration de la fosse, dans le cas d'une mine à ciel ouvert, a été établie et où une méthode efficace de traitement du minerai a été déterminée et qui comporte une analyse financière fondée sur des hypothèses raisonnables en ce qui concerne tous les facteurs pertinents notamment les facteurs techniques, d'ingénierie, juridiques, d'exploitation, économiques, sociaux et environnementaux, de même que l'évaluation de tous les autres facteurs pertinents qui sont suffisants pour permettre à une personne qualifiée, agissant de manière raisonnable, de déterminer si la totalité ou une partie des ressources minérales peuvent être classées en tant que réserves minérales.
« m »	Mètre.
« Mtpa »	Million de tonnes par année.
« réserves minérales »	Partie économiquement exploitable des ressources minérales mesurées ou indiquées attestée par au moins une étude préliminaire de faisabilité. L'étude doit inclure les renseignements adéquats sur l'exploitation minière, le traitement, la métallurgie, les aspects économiques et les autres facteurs pertinents démontrant qu'il est possible, au moment de la rédaction du rapport, de justifier l'extraction rentable. Les réserves minérales comprennent les matériaux de dilution et des provisions pour les pertes subies lors de l'exploitation.
« ressources minérales »	Concentration ou occurrence de diamants, d'une substance inorganique solide naturelle ou d'une substance organique fossilisée solide naturelle, y compris des métaux de base, des métaux précieux, du charbon et des minéraux industriels, dans l'écorce terrestre ou sur celle-ci d'une teneur et quantité et d'une qualité telles qu'elle présente des perspectives raisonnables d'extraction rentable. La localisation, la quantité, la teneur, les caractéristiques géologiques et la continuité d'une ressource minérale sont connues, estimées ou interprétées à partir de preuves et de connaissances géologiques spécifiques.
« ressources minérales indiquées »	Partie d'une ressource minérale dont on peut estimer la quantité et la teneur ou qualité, la densité, la forme et les caractéristiques physiques avec un niveau de confiance suffisant pour permettre la mise en place appropriée de paramètres techniques et économiques en vue de justifier la planification minière et l'évaluation de la viabilité économique du gisement. L'estimation est fondée sur des renseignements détaillés et fiables relativement à l'exploration et aux essais, recueillis à l'aide de techniques appropriées à partir d'emplacements tels des

affleurements, des tranchées, des puits, des chantiers et des sondages dont l'espacement est assez serré pour émettre une hypothèse raisonnable sur la continuité de la géologie et des teneurs.

« ressources minérales mesurées »

Partie d'une ressource minérale dont on peut estimer la quantité et la teneur ou la qualité, la densité, la forme et les caractéristiques physiques avec un niveau de confiance suffisant pour permettre la mise en place appropriée de paramètres techniques et économiques en vue de justifier la planification de la production et l'évaluation de la viabilité économique du gisement. L'estimation est fondée sur des renseignements détaillés et fiables relativement à l'exploration et aux essais, recueillis à l'aide de techniques appropriées à partir d'emplacements tels des affleurements, des tranchées, des puits, des chantiers et des sondages dont l'espacement est assez serré pour confirmer à la fois la continuité de la géologie et des teneurs.

« ressources minérales présumées »

Partie d'une ressource minérale dont on peut estimer la quantité et la teneur ou la qualité au moyen de preuves géologiques et d'un échantillonnage restreint et dont on peut raisonnablement présumer, sans toutefois la vérifier, de la continuité de la géologie et des teneurs. L'estimation est fondée sur des renseignements et un échantillonnage restreints, recueillis à l'aide de techniques appropriées à partir d'emplacements tels des affleurements, des tranchées, des puits, des chantiers et des sondages.

« t » ou « tonne »

Une mesure de poids correspondant à 1 000 kilogrammes ou 2 204 livres.

« tms »

Tonne métrique sèche.

DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI

L'information intégrée par renvoi dans le présent prospectus simplifié provient de documents déposés auprès des commissions de valeurs mobilières ou d'autorités analogues au Canada. On peut obtenir gratuitement des exemplaires des documents intégrés par renvoi dans le présent prospectus simplifié sur demande adressée au secrétaire (Canada) de la société, 20 Adelaide Street East, bureau 200, Toronto (Ontario) Canada M5C 2T6 (téléphone : 416-866-2200) et sur le site Internet de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Les documents suivants déposés auprès des commissions de valeurs mobilières ou d'autorités analogues de toutes les provinces du Canada sont expressément intégrés par renvoi dans le présent prospectus simplifié et en font partie intégrante :

- i) la notice annuelle de la société datée du 28 juin 2017 pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 (la « **notice annuelle** »);
- ii) les états financiers consolidés annuels audités de la société et les notes y afférentes pour les exercices terminés les 31 mars 2017 et 2016, et le rapport de l'auditeur s'y rapportant (les « **états financiers annuels** »);
- iii) le rapport de gestion de la société pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 (le « **rapport de gestion annuel** »);
- iv) les états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités de la société et les notes y afférentes pour le trimestre terminé le 30 juin 2017;
- v) le rapport de gestion de la société pour le trimestre terminé le 30 juin 2017;
- vi) la circulaire d'information de la direction datée du 6 juin 2017 relative à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui a eu lieu le 10 juillet 2017;

- vii) la circulaire d'information de la direction datée du 17 juillet 2017 relative à l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires de la société qui a eu lieu le 18 août 2017;
- viii) la déclaration de changement important datée du 28 mai 2017 relative à l'accord cadre « off-take » (l'« **accord off-take avec Sojitz** ») avec Sojitz Corporation (« **Sojitz** ») et au financement-relais de 40 millions de dollars;
- ix) la déclaration de changement important datée du 29 août 2017 relative à la débenture de Glencore;
- x) le modèle du sommaire des modalités relativement au placement daté du 1^{er} août 2017 (le « **sommaire des modalités initial** »);
- xi) le modèle de la présentation aux investisseurs relativement au placement datée du 1^{er} août 2017 (la « **présentation aux investisseurs initiale** »);
- xii) Le modèle révisé du sommaire des modalités relativement au placement daté du 29 août 2017 (le « **sommaire des modalités révisé** »); et
- xiii) Le modèle révisé de la présentation aux investisseurs relativement au placement datée du 7 septembre 2017 (la « **présentation aux investisseurs révisée** ») et collectivement avec le sommaire des modalités initial, la présentation aux investisseurs initiale et le sommaire des modalités révisé, les « **documents de commercialisation** »).

Les documents de la société du type décrit dans le paragraphe précédent et les déclarations de changement important (sauf les déclarations de changement important confidentielles) que la société a déposés auprès d'une commission de valeurs mobilières ou d'une autorité analogue au Canada entre la date du présent prospectus simplifié et la fin du placement sont réputés intégrés par renvoi dans le présent prospectus simplifié.

Un énoncé dans le présent prospectus simplifié ou dans un document qui y est ou qui est réputé y être intégré par renvoi est réputé modifié ou remplacé aux fins du présent prospectus simplifié dans la mesure où un énoncé contenu dans les présentes ou dans un autre document ultérieurement déposé qui est aussi intégré ou réputé être intégré par renvoi dans le présent prospectus le modifie ou le remplace. Il n'est pas nécessaire qu'un énoncé qui en modifie ou en remplace un autre en fasse état ou comprenne quelque autre information énoncée dans le document qu'il modifie ou remplace. Un énoncé ainsi modifié ou remplacé n'est réputé faire partie du présent prospectus simplifié qu'en sa version ainsi modifiée ou remplacée.

DOCUMENTS DE COMMERCIALISATION

Les documents de commercialisation ne font pas partie intégrante du présent prospectus simplifié pour autant que leur contenu ait été modifié ou remplacé par de l'information contenue dans le présent prospectus simplifié. Les modèles des « documents de commercialisation » (au sens du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*) (le « **Règlement 41-101** ») déposés après la date du présent prospectus simplifié et avant la fin du placement (y compris leurs modifications ou en leur version modifiée) sont réputés être intégrés par renvoi dans le présent prospectus simplifié.

Dans le présent prospectus simplifié, certains renseignements modifient l'information contenue dans le sommaire des modalités initial et dans la présentation aux investisseurs initiale. Le présent prospectus simplifié modifie notamment la taille du placement, les sources de financement de l'apport de la société au capital de MFQ et la date de clôture du placement prévue. Le sommaire qui précède des modifications n'est pas exhaustif et est donné entièrement sous réserve de l'information contenue dans le sommaire des modalités révisé et dans la présentation aux investisseurs révisée. Conformément au paragraphe 13.7(7) du *Règlement 41-101*, la société a établi une version modifiée du sommaire des modalités révisé et une version modifiée de la présentation aux investisseurs révisée qui sont soulignées pour indiquer l'information modifiée, et dont on peut obtenir copie sous le profil SEDAR de la société sur le site Web SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

SOMMAIRE DU PLACEMENT

Le texte qui suit est un résumé des principales caractéristiques du placement et est donné entièrement sous réserve des renseignements plus détaillés qui figurent ailleurs dans le présent prospectus simplifié ou qui y sont intégrés par renvoi.

Émetteur :	Champion Iron Limited.
Placement :	22 222 223 reçus de souscription pour un produit brut (le « produit brut ») de 20 000 000,70 \$.
Prix d'offre :	0,90 \$ le reçu de souscription.
Emploi du produit :	<p>Le produit net estimatif devant être tiré du placement, après déduction de la commission des courtiers et des frais du placement payables par la société, s'élèvera à environ 18 218 000 \$. Le produit entiercé et l'intérêt ou quelque autre revenu effectivement gagné sur le placement des fonds entiercés entre la date de clôture du placement, inclusivement, et la date, exclusivement, à laquelle les conditions de libération de l'entiercement sont respectées ou, si elle est antérieure, la date de résiliation (l'« intérêt gagné ») seront détenus en mains tierces par l'agent chargé des reçus de souscription jusqu'à la première des éventualités suivantes à survenir, l'exécution des conditions de libération de l'entiercement qui n'ont pas fait l'objet d'une renonciation ou la survenance d'un cas de résiliation. Voir « <i>Description des titres faisant l'objet du placement – Reçus de souscription</i> ». La société paiera la commission des courtiers sur le produit brut.</p> <p>Immédiatement après la clôture du placement, le produit entiercé sera détenu par l'agent chargé des reçus de souscription et investi comme il est décrit à la rubrique « <i>Description des titres faisant l'objet du placement – Reçus de souscription</i> ». Si les conditions de libération de l'entiercement qui n'ont pas fait l'objet d'une renonciation sont respectées avant la survenance d'un cas de résiliation, lors de la libération du produit entiercé et de l'intérêt gagné par l'agent chargé des reçus de souscription, la société a l'intention d'utiliser le produit net pour faire un apport en capital à MFQ qui, à son tour, utilisera cet apport en capital pour financer une partie de la relance de la mine du terrain du lac Bloom et aux fins générales de l'entreprise. Voir « <i>Emploi du produit</i> ».</p>
Inscription et négociation :	La TSX a approuvé sous condition l'inscription à sa cote des reçus de souscription et des actions sous-jacentes. L'inscription des reçus de souscription et des actions sous-jacentes est subordonnée à l'obligation, pour la société, de remplir toutes les exigences d'inscription de la TSX au plus tard le 1 ^{er} novembre 2017, y compris le placement des reçus de souscription à un nombre minimum de porteurs de titres publics. La société présentera aussi une demande d'inscription des actions sous-jacentes à la cote de l'ASX. Voir « <i>Mode de placement</i> ».
Clôture :	Vers le 18 septembre 2017 ou à une autre date dont la société et les courtiers peuvent convenir.
Conditions de clôture :	L'obligation des courtiers de souscrire les reçus de souscription hors liste du président est subordonnée à l'émission et à la vente du nombre nécessaire de reçus de souscription de la liste du président pour un produit brut total du placement d'au moins 15 000 000 \$.
Investissement du produit entiercé :	Le produit entiercé sera remis à l'agent chargé des reçus de souscription, en qualité de mandataire et de dépositaire pour le compte des porteurs de reçus de souscription, et détenu par celui-ci et investi dans des obligations à court terme émises ou garanties par le gouvernement du Canada ou dans d'autres investissements approuvés par écrit par la société et RBC, pour son propre compte et pour le compte des courtiers, jusqu'à la date d'exécution des conditions de libération de l'entiercement ou, si elle est antérieure, la date de résiliation. Voir « <i>Description des titres faisant l'objet du placement – Reçus de souscription – Produit entiercé</i> ».

Conditions de libération de l'entiercement :

La réalisation de certaines conditions qui n'ont pas fait l'objet d'une renonciation, soit : a) la signature des documents définitifs relativement au financement par emprunts de MFQ et le respect de toutes les conditions préalables à la disponibilité des fonds aux termes de celui-ci (autre que les conditions préalables qui, de par leur nature, doivent être satisfaites à la clôture du financement par emprunts de MFQ ou à la réalisation des conditions de libération de l'entiercement qui n'ont pas fait l'objet d'une renonciation); et b) le financement de l'investissement de CMH, avant la survenance d'un cas de résiliation.

Libération du produit entiercé :

Si les conditions de libération de l'entiercement qui n'ont pas fait l'objet d'une renonciation sont respectées avant la survenance d'un cas de résiliation, à la signature et à la remise de l'avis de libération de l'entiercement à l'agent chargé des reçus de souscription : a) l'agent chargé des reçus de souscription i) libérera le produit entiercé en faveur de la société, avec l'intérêt gagné, et ii) remettra aux courtiers la tranche restante de 50 % de la commission des courtiers; et b) les porteurs des reçus de souscription recevront automatiquement, sans paiement de contrepartie supplémentaire ni prise d'une autre mesure, une action sous-jacente pour chaque reçu de souscription détenu.

Si un cas de résiliation survient, chaque reçu de souscription sera automatiquement annulé sans autre mesure. Les porteurs des reçus de souscription auront le droit de recevoir, au plus tard le deuxième (2^e) jour ouvrable qui suit la date de résiliation, de la part de l'agent chargé des reçus de souscription et de la société, le cas échéant, le remboursement d'un montant correspondant au prix d'offre multiplié par le nombre de reçus de souscription détenus par ce porteur, majoré du droit proportionnel du porteur à l'intérêt gagné et à un montant correspondant à l'intérêt et à quelque autre revenu qui aurait par ailleurs été gagné sur la tranche de 50 % de la commission des courtiers versée aux courtiers à la date de clôture du placement, si cette rémunération avait fait partie du produit entiercé et n'avait pas été versée aux courtiers, déduction faite des retenues fiscales applicables (l'« **intérêt réputé** »). Voir « *Description des titres faisant l'objet du placement – Reçus de souscription – Modalités des reçus de souscription* ».

Facteurs de risque :

Les investisseurs devraient examiner attentivement certains facteurs de risque avant d'investir dans les reçus de souscription ou les actions sous-jacentes. Voir « *Facteurs de risque* » et « *Mise en garde concernant l'information prospective* ».

LA SOCIÉTÉ

La dénomination complète de la société est Champion Iron Limited. Champion est une société de développement et d'exploration minière qui se consacre à la découverte et au développement d'importantes ressources de minerai de fer dans l'est du Canada, particulièrement au Québec. La société est l'un des plus importants détenteurs de concessions minières dans le district ferrifère de Fermont au Québec avec son terrain du lac Bloom (le « **terrain du lac Bloom** »), les Quinto claims qui englobent le terrain Pepler, le terrain Lamelee et le terrain Hobdad (les « **Quinto Claims** ») et le portefeuille de terrains de Fermont en propriété exclusive (le « **portefeuille de terrains de Fermont** ») qui englobe le projet Consolidated Fire Lake North Project.

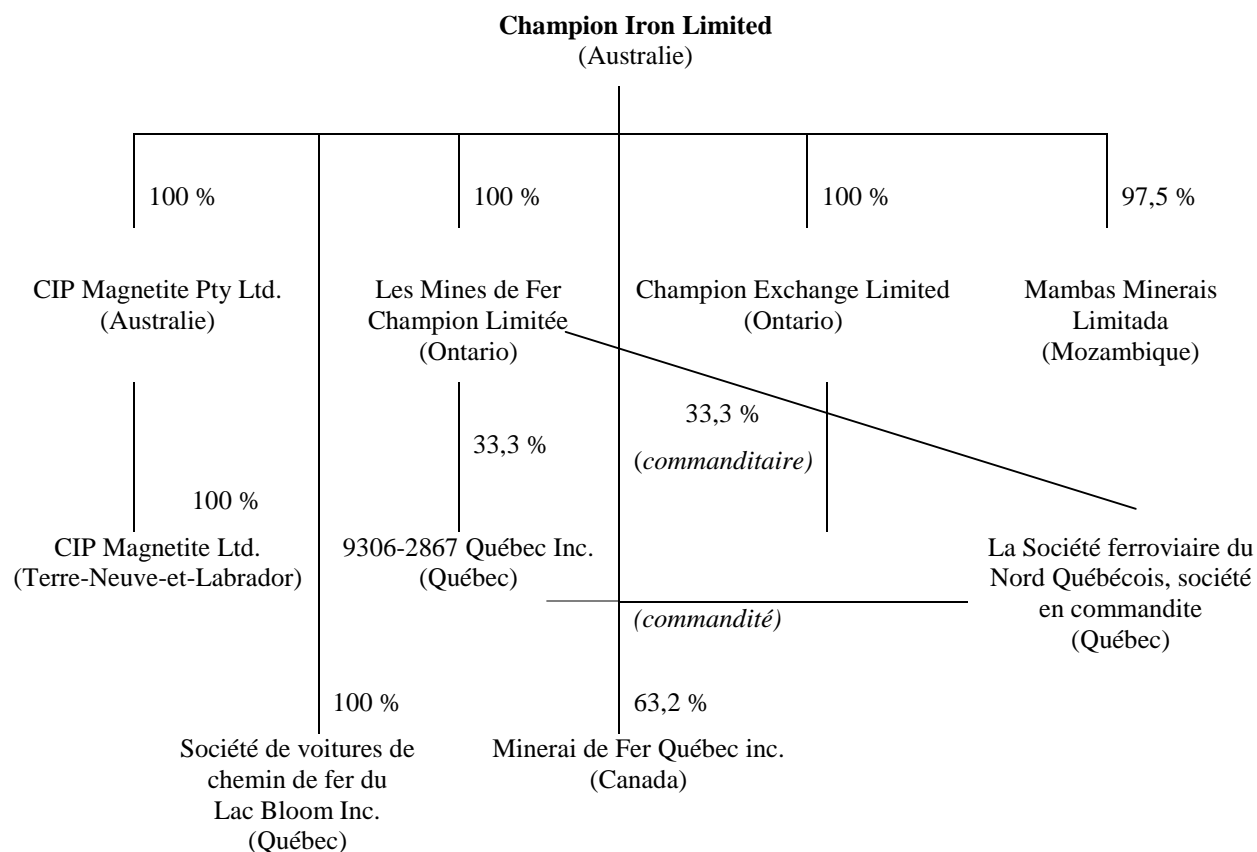
Siège social et autres bureaux

L'adresse postale du siège social et bureau de la direction de la société est Level 1, 91 Evans Street, Rozelle, Nouvelle-Galles du Sud 2039, Australie. La société a aussi deux bureaux au Canada, dont un situé au 20 Adelaide Street East, bureau 200, Toronto (Ontario) M5C 2T6 et l'autre au 1100, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 610, Montréal (Québec) H3B 4N4.

Question d'ordre juridique

Champion Iron Limited a été constituée en société en Australie (numéro de société australienne – CAN – 119 770 142) le 18 mai 2006. Champion Iron Limited est enregistrée en Australie-Occidentale sous le régime de la loi intitulée *Corporations Act 2001* (« **Corporations Act** »). La constitution de Champion Iron Limited a été modifiée aux fins des exigences de la TSX relatives à la destitution et à la réélection des administrateurs aux assemblées générales annuelles de la société le 20 mars 2014.

Structure de l'entreprise



MFCL est constituée en société au Canada sous le régime de la *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario). MFQ est constituée en société au Canada sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et appartient quant à 63,2 % à la société. 9306-2867 Québec Inc. est constituée en société dans la province de Québec et appartient quant à 33,3 % à MFCL. 9306-2867 Québec Inc. est le commandité de La Société ferroviaire du Nord Québécois, société en commandite, dont MFCL est un commanditaire quant à 33,3 %. CIP Magnetite Pty Ltd est enregistrée sous le régime de la loi australienne intitulée *Companies Act 2001*. CIP Magnetite Ltd est constituée en société au Canada sous le régime de la loi intitulée *Corporations Act* (Terre-Neuve-et-Labrador). Mambas Minerais Limitada est constituée en société au Mozambique et appartient quant à 97,5 % à la société et sa liquidation est actuellement en cours. Champion Exchange Limited appartient en propriété exclusive à la société et est constituée en société au Canada sous le régime de la *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario). Société de voitures de chemin de fer du Lac Bloom Inc. appartient en propriété exclusive à la société et est constituée en société dans la province de Québec.

Historique

Le 6 décembre 2013, la société a annoncé la conclusion d'une convention d'arrangement définitive visant un regroupement d'entreprises de la société et de MFCL, société d'exploitation du minerai de fer canadienne. Le 31 mars 2014, à la clôture du regroupement d'entreprises, la société et une filiale en propriété exclusive, Champion Exchange Limited, ont acquis la totalité des 137 895 609 actions ordinaires en circulation de MFCL en vertu d'un plan d'arrangement approuvé par un tribunal (l'« **arrangement** »). Dans le cadre de l'arrangement, chaque actionnaire de MFCL a obtenu le droit de recevoir 0,7333333 action ordinaire pour chaque action ordinaire de MFCL qu'il détenait (le « **ratio d'échange** »). Certains actionnaires admissibles de MFCL ont choisi de recevoir la totalité ou une partie de leur contrepartie sous la forme d'actions échangeables de Champion Exchange Limited. L'arrangement a aussi donné lieu à l'émission d'options d'achat d'actions de remplacement permettant d'acquérir des actions ordinaires aux porteurs d'options en cours de MFCL (ajustées en fonction du ratio d'échange).

MFCL détient en propriété exclusive le portefeuille de terrains de Fermont, y compris les terrains de Consolidated Fire Lake North, situés dans un important district de production de minerai de fer au Canada dans la fosse du Labrador dans la province de Québec.

ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Description de l'activité

La société est une société d'exploration et de développement minière qui se consacre à l'acquisition, à l'exploration et au développement de gisements de minerai de fer. Depuis qu'elle a adopté la stratégie d'entreprise d'une société d'exploration de ressources, la société a fait l'acquisition de nombreux terrains d'exploration minière importants, principalement dans le nord-est du Québec et dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador.

La société détient des participations dans de nombreuses concessions minières situées dans deux régions distinctes du nord-est du Québec et de la province de Terre-Neuve-et-Labrador ci-après :

- l'« actif du lac Bloom » ou le « terrain du lac Bloom » situé dans la région de Fermont, au Québec;
- les « Quinto Claims » situés dans la région de Fermont, au Québec;
- le « portefeuille de terrains de Fermont » situé dans la région de Fermont, au Québec; et
- le « terrain Powderhorn » et le « terrain Gullbridge », situés dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador.

Au stade actuel, la société se concentre sur ses terrains dans la région de Fermont, notamment le terrain du lac Bloom, qui est le seul projet que la société considère comme important pour l'application du Règlement 43-101.

MFCL, la filiale en propriété exclusive de la société, est propriétaire du portefeuille de terrains de Fermont, lequel se compose de huit terrains couvrant environ 700 km² situés dans le district ferrifère de Fermont dans le nord-est du Québec, de 6 à 80 km au sud-ouest de Fermont.

Les terrains du portefeuille de terrains de Fermont sont situés à proximité d'une mine de fer exploitée et d'un certain nombre d'anciennes mines de fer exploitées et de projets localement contigus actuellement développés pour l'exploitation du minerai de fer.

Les Quinto Claims (447 concessions), qui englobent le terrain Pepler (118 concessions) et le terrain Lamelee (236 concessions) et le terrain Hobdab (93 concessions), sont situés environ 50 km au sud-ouest de la mine du terrain du lac Bloom.

La société n'a pas commencé à tirer une production commerciale de ses terrains de ressources minérales et n'en tire donc aucun produit des activités ordinaires. La société finance ses activités en obtenant des capitaux sur les marchés des capitaux.

La mine du terrain du lac Bloom

Le 11 avril 2016, la société, par l'intermédiaire de MFQ, a fait l'acquisition de l'actif du lac Bloom. Bien que la mine du lac Bloom ait été exploitée pendant plusieurs années, les activités minières y étaient interrompues depuis décembre 2014 et la mine a été mise en mode surveillance et maintien en janvier 2015. L'actif du lac Bloom a été acquis dans le cadre d'une procédure en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada) (la « **LACC** ») et la société a dû mener d'importants travaux, notamment d'analyse pour mieux établir la meilleure façon de procéder à une éventuelle relance des activités et pour obtenir un rapport technique conforme au Règlement 43-101, lequel est en vigueur depuis le 17 mars 2017 (l'« **étude de faisabilité** »).

Stéphane Rivard, ing., Robin Jones, ing., et Michel Bilodeau, ing., d'Ausenco Canada Inc. (« **Ausenco** »), Louis-Pierre Gignac, ing., Réjean Sirois, ing., et Étienne Bernier, ing. de G Mining Services Inc. (« **G Mining** »), Ryan Cunningham, ing., de Met-Chem, division de DRA Americas Inc. et Philippe Rio Roberge, ing., de WSP Canada Inc. (« **WSP** ») (collectivement, les « **auteurs de l'étude de faisabilité** »), ont préparé l'étude de faisabilité. Chacun des auteurs de l'étude de faisabilité est une personne qualifiée au sens du Règlement 43-101 et est indépendant de la société. L'étude de faisabilité a été préparée pour la société et MFQ en tant que rapport technique indépendant conforme au Règlement 43-101 sur le projet du terrain du lac Bloom.

L'information qui suit provient ou s'inspire des hypothèses, des réserves et des procédures énoncées dans l'étude de faisabilité. Des parties de la présente rubrique sont des extraits de l'étude de faisabilité. Les lecteurs devraient consulter l'étude de faisabilité, qui peut être consultée à l'adresse www.sedar.com, pour obtenir de plus amples détails concernant le projet du lac Bloom. Les chiffres ou graphiques dont il est question dans le présent sommaire, mais qui n'y sont pas reproduits peuvent être examinés dans l'étude de faisabilité. Les renvois à des tableaux renvoient aux tableaux de l'étude de faisabilité dont certains sont reproduits dans les présentes. L'information technique dans le présent prospectus simplifié concernant le terrain du lac Bloom doit être lue compte tenu des déclarations qualificatives, des procédures et des exposés qui sont joints à l'étude de faisabilité intégrale et le sommaire dans les présentes est donné entièrement sous réserve de l'étude de faisabilité. Les termes et expressions clés et abréviations dans le sommaire qui suit s'entendent au sens qui leur est attribué dans l'étude de faisabilité.

Description du terrain et emplacement

L'actif ferroviaire du terrain du lac Bloom consiste en un chemin de fer sous réglementation provinciale comprenant un embranchement de voie ferrée de 32 km entièrement dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador qui relie la mine du terrain du lac Bloom au chemin de fer appartenant à Northern Land Company.

Le terrain du lac Bloom est situé environ 13 km au nord de Fermont (Québec) dans la fosse du Labrador et consiste en un bail minier BM877 et 69 concessions minières. Le terrain du lac Bloom était une mine à ciel ouvert exploitée au moyen de pelles et de camions, avec un concentrateur à une phase de concassage et broyeur autogène et à séparation par gravité pour produire du concentré de minerai de fer. Le concentré peut être transporté du site par train, initialement le chemin de fer du terrain du lac Bloom, à un port de chargement de navires à Sept-Îles (Québec).

La région compte plusieurs mines de fer, notamment la mine Mont-Wright, propriété d'ArcelorMittal, et la mine de Carol Lake, propriété de Compagnie minière IOC (IOC). Wabush Mines, située au Labrador et ayant déjà appartenu à Cliffs Natural Resources (« **Cliffs** »), a cessé ses activités en 2014.

En 2016, MFQ était propriétaire exclusif de 114 concessions exploitées hors du bail minier (BM 877) totalisant 6 857,7 ha. MFQ a demandé le renouvellement de 69 concessions en octobre 2016. Ces concessions, hors du bail minier, demeurent des concessions exploitées. Le site d'exploitation minière ne fait l'objet d'aucune redevance, entente ou charge.

Mise à jour des estimations des ressources minérales et des réserves minérales

G Mining Services Inc. (« **GMS** ») a été mandatée pour produire l'estimation des ressources minérales du projet du lac Bloom. L'estimation des ressources minérales a été préparée conformément aux *Standards for Mineral Resources and Mineral Reserves (2014)* de l'ICM, normes intégrées dans le Règlement 43-101. L'estimation 2016 des ressources minérales du lac Bloom qui y est présentée a été préparée sous la supervision de M. Réjean Sirois, ing., de GMS et approuvée par M. Sirois et l'estimation 2016 des réserves minérales du lac Bloom qui y est présentée a été préparée sous la supervision de M. Louis-Pierre Gignac, ing., de GMS et approuvée par M. Gignac. M. Sirois et Gignac sont respectivement une « personne qualifiée » indépendante au sens du Règlement 43-101.

En novembre 2014, Dassault Systèmes, Geovia (« **Geovia** ») a préparé pour le compte de Cliffs Natural Resources une estimation des ressources du gisement du lac Bloom dont les résultats ont été publiés au sein de la société. GMS a examiné et approuvé la géologie et le modèle de minéralisation, les études géostatistiques, l'analyse variographique, les hypothèses d'interprétation et le processus d'estimation élaborés par Geovia en 2014.

Le logiciel Geovia^{MD} GEMS a été utilisé pour faciliter le processus d'estimation des ressources, notamment l'examen de modélisation géologique, l'analyse géostatistique et variographique et l'interpolation de teneurs. Le modèle de ressources a été établi en novembre 2016, au moyen de tous les trous de forage disponibles dans la zone d'intérêt à cette date.

Huit unités géologiques ont été modélisées sur des sections transversales dont les interprétations ont été transférées pour planifier des sections au moyen de traverses (ou trous horizontaux). Le modèle géologique final, y compris des unités minéralisées et non minéralisées, était fondé sur des modèles fil de fer extrudés à chaque niveau de référence de 14 m. En raison de la nature plissée du gisement du lac Bloom, le modèle géologique a été divisé en plusieurs domaines structuraux, chacun présentant une seule direction de continuité de la minéralisation.

Des échantillons bruts ont été regroupés en longueurs régulières de 7,0 m dans chacune des unités minéralisées. Des analyses variographiques de teneurs ont été effectuées sur les échantillons regroupés de 7,0 m, par domaines lithostructuraux. De vastes ellipsoïdes de recherche et une stratégie à une seule passe ont été utilisés pour effectuer l'interpolation de teneurs selon la méthode de krigeage ordinaire à l'intérieur du modèle de bloc. Les dimensions des blocs dans le modèle de bloc sont (X) 10 m par (Y) 10 m par (Z) 14 m. L'interpolation a été strictement effectuée dans les modélisations fil de fer de la minéralisation, au moyen d'ellipsoïdes de recherche dans différentes directions, selon les domaines structuraux définis dans le gisement. L'estimation de ressources minérales a été classée dans les catégories de ressources mesurées, indiquées et présumées conformément aux *CIM Definition Standards on Mineral Resources and Mineral Reserves*.

Le tableau qui suit présente les ressources minérales pour le projet du lac Bloom en date du 15 novembre 2016, estimées à une teneur de coupure de 15 % Fe, dans une fosse à ciel ouvert Whittle optimisée d'après un cours du fer à long terme de 60 \$ US/tms de concentré. Les ressources minérales mesurées et indiquées pour le projet du lac Bloom sont estimées à 911,6 Mt à une teneur moyenne de 29,7 % Fe, et les ressources minérales présumées à 80,4 Mt à une teneur moyenne de 25,6 % Fe.

Les réserves minérales qui sont indiquées dans le tableau ci-après et dans le tableau 15.1 de l'étude de faisabilité sont comprises dans les ressources minérales indiquées dans le tableau 14-35 du même document et sont reproduites ci-après.

Estimation des ressources minérales pour le projet du lac Bloom

Catégorie	Tonnes (sèches)	Fe	CaO	Sat	MgO	Al ₂ O ₃
	kt	%	%	%	%	%
Mesurées	439 700	31,0	0,6	3,0	0,7	0,3
Indiquées	471 900	28,5	2,5	6,8	2,3	0,4
Total mesurées et indiquées	911 600	29,7	1,6	5,0	1,5	0,4
Présumées	80 400	25,6	1,9	7,9	1,7	0,3

Remarques concernant les ressources minérales :

1. Les ressources minérales ont été estimées conformément aux Standards for Mineral Resources and Reserves, Definitions and Guidelines de l'ICM préparées par le Standing Committee on Reserve Definitions de l'ICM et adoptées par le conseil de l'ICM le 10 mai 2014.
2. La personne qualifiée indépendante pour l'estimation 2016 des ressources du lac Bloom, au sens du Règlement 43-101, est M. Réjean Sirois, ing., de G Mining. La date d'effet de l'estimation est le 15 novembre 2016.
3. Les ressources minérales ont été estimées à une teneur de coupure de 15 % Fe.
4. Les ressources minérales sont estimées d'après un cours du fer à long terme de 60 \$ US/tms de concentré et un cours du change de 1,30 \$ CA/\$ US.
5. Les ressources minérales sont indiquées dans les limites d'une fosse à ciel ouvert Whittle optimisée.
6. Le coefficient de recouvrement moyen est 0.97:1 (w:o).
7. « Sat » signifie Satmagan ou Saturation Magnetization Analyser, un instrument qui mesure la magnétite dans le minerai.
8. Les ressources minérales qui ne sont pas des réserves minérales n'ont pas démontré une viabilité économique. Rien ne garantit que les ressources minérales seront en totalité ou en partie converties en réserves minérales. Les réserves mesurées et indiquées comprennent les réserves prouvées et probables.
9. Le nombre de tonnes métriques a été arrondi à la centaine la plus proche. Tout écart entre les totaux est attribuable à l'arrondissement. Les estimations ont été arrondies conformément au Règlement 43-101.

Estimation des réserves minérales

Catégorie	Tonnes (sèches) minerai dilué	Fe	CaO	SAT	MgO	Al ₂ O ₃
	kt	%	%	%	%	%
Prouvées	264 160	30,73	0,48	2,98	0,56	0,32
Probables	147 554	28,71	2,84	6,68	2,72	0,40
Total prouvées et probables	411 713	30,01	1,33	4,30	1,33	0,35

Remarques :

- 1) Conformément aux définitions des réserves minérales de l'ICM.
- 2) Réserves minérales d'après un levé LIDAR effectué le 28 septembre 2016.
- 3) Réserves minérales estimées à une teneur de coupure de 15 % Fe.
- 4) Réserves minérales estimées d'après un cours de référence du fer à long terme (Platt's 62 %) de 50 \$/tms et un cours du change de 1,30 \$ CA/\$ US. Un ajustement du cours du concentré de Fe de 4,00 \$/tms a été ajouté.
- 5) Masse volumique en vrac de minerai variable mais moyenne de 3,63 t/m³.
- 6) Ratio de recouvrement moyen de 0,48:1.
- 7) Coefficient de dilution minière de 4,3 %.
- 8) Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

La configuration de la mine et l'estimation des réserves minérales ont été effectuées à un niveau approprié pour des études de faisabilité. L'estimation des réserves minérales indiquée dans les présentes est conforme aux définitions de l'ICM et peut être rendue publique. À ce titre, les réserves minérales sont fondées sur des ressources minérales mesurées et indiquées (« **M&I** »), et excluent les ressources minérales présumées. Les ressources minérales présumées dans la configuration de la mine sont classées dans la catégorie des déchets. Les réserves minérales incluent une dilution minière de 4,3 % à une teneur moyenne de 10,34 % Fe.

Activités d'exploitation minière

Le terrain du lac Bloom, qui appartenait auparavant à Cliffs, a été fermé et placé en mode de surveillance et maintien en janvier 2015. La relance de l'exploitation repose sur différentes hypothèses, notamment une mise à niveau de l'usine de phase I avec une actualisation des réserves minérales et du plan minier adaptée au marché actuel du minerai de fer.

La méthode d'exploitation consiste en une exploitation à ciel ouvert classique par le propriétaire à l'aide de pelles hydrauliques électriques et de camions miniers. Tout l'équipement minier important nécessaire à la relance du projet est déjà sur place, cet équipement faisant partie de l'actif que MFQ a acquis auprès de Cliffs. L'étude consiste en un redimensionnement de la fosse à ciel ouvert et l'élaboration d'un plan d'exploitation sur la durée de vie de la mine (« **DVM** ») pour alimenter une usine à un débit nominal de 20 Mtpa.

L'ensemble de l'infrastructure minière qu'utilisait Cliffs pourra être utilisé par l'exploitation minière.

Le projet du lac Bloom devrait être exploité en quatre phases, dont une phase de démarrage et une phase de refolement final dans les fosses est et ouest. La roche stérile sera évacuée dans deux terrils miniers distincts, soit le terril nord initial qu'utilisait l'ancien propriétaire et un nouveau terril au sud. À partir de la cinquième année, on déchargera la fosse chaque fois qu'il sera possible de le faire, une fois l'épuisement complet d'une phase d'exploitation. La fosse à ciel ouvert produit 198,9 Mt de mort-terrain et de roche stérile pour un coefficient de recouvrement de 0,48:1.

Activités de traitement et de récupération

Dans le cadre d'un plan d'agrandissement visant à accroître la production de la mine avant que le terrain du lac Bloom soit placé en mode de surveillance et maintien, la conception et la construction d'une deuxième usine de concentration (phase II) ont été entreprises afin de porter la capacité nominale à environ 15 Mtpa. MFQ a l'intention d'utiliser les installations de broyage et de stockage de la phase II de l'exploitation avec l'usine de concentration et les installations de chargement ferroviaire de la phase I de l'exploitation pour produire 7,4 Mtpa de concentré, avec une récupération de 83,3 % du minerai extrait de la fosse principale.

Les installations des phases I et II existent déjà; toutefois, avant le démarrage, des travaux de remise en état et d'amélioration décrits dans la notice annuelle seront effectués pour améliorer la récupération du minerai de fer, la fiabilité de l'exploitation et le contrôle des poussières diffuses.

Informations sur le marché du minerai de fer

Ausenco a demandé à Metalytics de réaliser une étude du marché du minerai de fer allant jusqu'en 2035 qui doit servir à l'étude de faisabilité.

Metalytics a établi des projections d'un scénario de référence fondées sur une série intégrée d'hypothèses concernant les secteurs de l'acier et du minerai de fer. Parmi ces hypothèses figure le postulat fondamental que le secteur mondial de l'acier est entré dans sa phase de déclin et que le ralentissement de la consommation d'acier se poursuivra sur la période visée par l'étude de Metalytics. Selon la thèse de Metalytics, le plafonnement suivi d'une baisse de la consommation d'acier par la Chine ne sera pas entièrement contrebalancé par un accroissement de la demande ailleurs, notamment par les économies des pays émergents. La consommation mondiale annuelle de produits finis en acier devrait néanmoins passer d'environ 1,5 milliard de tonnes à 2,0 milliards de tonnes entre 2016 et 2035.

Autre hypothèse importante, les contraintes imposées à la construction d'usines et d'infrastructures nouvelles dans le monde signifient que la formidable capacité de production installée de la Chine devra être mise à contribution pour

satisfaire à la demande d'acier prévue à l'échelle mondiale, tandis que les besoins de ce pays diminueront. Par conséquent, il est supposé que la production d'acier en Chine plafonnera dans les années 2020.

La consommation de minerai de fer progressera plus lentement que la fabrication d'acier étant donné que la production et l'utilisation de ferraille augmenteront. La consommation annuelle de minerai de fer devrait donc croître de 475 Mt d'ici à 2035. Les projections de l'offre mondiale de minerai de fer et de son commerce indiquent qu'à l'échelle mondiale l'offre augmentera moins rapidement que la demande, l'Australie demeurant le principal pays producteur et exportateur, suivi par le Brésil. En outre, le commerce maritime continuera de dominer le marché mondial, la Chine restant le premier importateur du fait de la baisse de son offre intérieure. Le résultat final est que la production excédentaire actuelle sera absorbée et que le marché commencera à se rééquilibrer en 2018, après quoi la prudence des investisseurs engendrée par le repli du secteur après son pic, l'épuisement des mines et les contraintes en matière d'aménagement devraient maintenir globalement l'offre et la demande en équilibre, hormis des déséquilibres ponctuels.

Dans ce scénario, la société s'attend à ce que le concentré du lac Bloom se classe comme matière de charge à forte teneur pour le frittage, selon l'analyse des échantillons dont disposait MFQ. À 66,2 % de Fe, la teneur en fer du concentré se compare avantageusement à celle d'autres produits à forte teneur et aux caractéristiques spécifiées dans les indices de prix et les plateformes de négociation. Ses autres principales caractéristiques chimiques sont similaires à celles de produits de longue date de la fosse du Labrador.

La principale référence pour fixer le prix du minerai de fer sur le marché international est le prix des fines à 62 % de Fe livrées à la Chine. Plusieurs publications donnent ces prix indicatifs, l'indice IODEX de Platts étant le plus souvent cité. Selon les projections tirées de l'étude de Metalytics, les prix devraient rester stables au cours des deux prochaines années avant de s'orienter à la hausse pour atteindre un nouvel équilibre à partir de 2019. Selon les perspectives de prix de Metalytics, il faut s'attendre à un délai de la part des fournisseurs à l'égard de toute hausse de prix jusqu'à ce qu'une période d'investissement ait lieu à la fin de la prochaine décennie, ce qui débouchera sur une correction et un rééquilibrage des prix.

Pour le concentré du lac Bloom, l'indice des prix des fines à 65 % de Fe constitue une référence pertinente et commode pour faire des projections, étant donné qu'il tient déjà compte des hypothèses concernant les hausses de prix futures des produits à forte teneur. Bien que la méthode employée pour déterminer les prix contractuels pratiqués actuellement puisse différer, Metalytics a établi les prix du minerai du lac Bloom en majorant au prorata les prix du minerai à 65 % de Fe pour arriver aux prix coût et fret (« CFR ») de Chine.

Le marché du minerai de fer est dominé par des produits à teneur moyenne, principalement d'Australie et du Brésil. Les produits à forte teneur ont un rôle important à jouer pour améliorer la chimie des mélanges de minerai de fer des aciéries et accroître la productivité et l'efficacité des hauts fourneaux. Les majorations de prix qu'ils commandent dépendent du prix d'autres matières premières (en particulier la houille), des caractéristiques fondamentales du marché de l'acier et d'autres facteurs comme le jeu de l'offre et de la demande des produits. Le projet S11D de la mine Carajás de Vale, dont l'exploitation commerciale doit débuter en 2017, est susceptible d'accroître sensiblement l'offre de produits à forte teneur sur le marché au cours des deux prochaines années. Les conséquences pourraient être à la fois positives et négatives pour les producteurs de fortes teneurs en fer – positives en ce sens que Vale dicte l'évolution des prix, mais négatives pour ce qui est de l'équilibre des marchés.

Demande et offre de minerai de fer

Les projections de la consommation future de minerai de fer de Metalytics reposent sur les projections de production de fer et d'acier précitées. C'est ce qui explique que les taux de croissance figurant dans le tableau ci-après évoluent d'une manière comparable à ceux du fer et de l'acier, la demande chinoise diminuant dans les années 2020 et les taux de croissance mondiale ralentissant.

Évolution de la consommation de minerai de fer (TCAC par tranches de cinq ans)

Période	2005-2010	2010-2015	2015-2020	2020-2025	2025-2030	2030-2035
Monde	6,1 %	3,4 %	1,7 %	1,1 %	0,9 %	0,4 %
Chine	14,7 %	5,4 %	0,2 %	-0,1 %	-0,4 %	-1,5 %

Source : Metalytics, décembre 2016

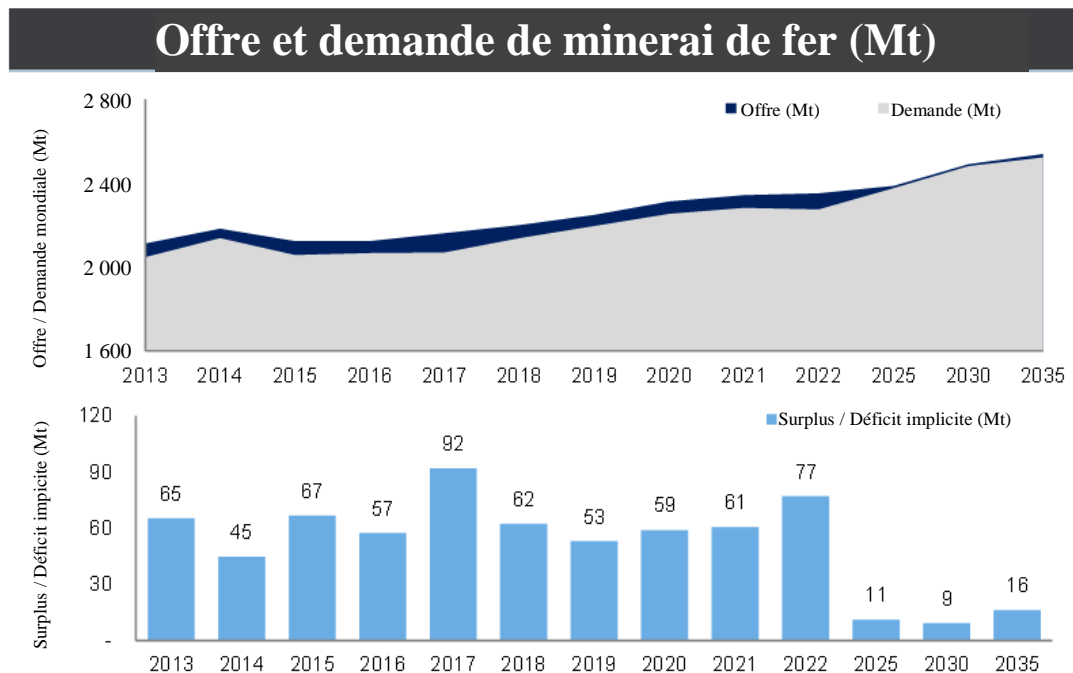
Globalement, ces hypothèses résulteraient en une hausse de la consommation annuelle mondiale de 10 % d'ici à la fin de la présente décennie et de 12 % au cours des 15 années suivantes, soit jusqu'en 2035. La production devrait donc augmenter de près de 200 Mt au cours des quatre années menant à 2020 – ce qui est plus du double de la production prévue pour le projet S11D de la mine Carajás de Vale, dont l'exploitation commerciale doit débuter en 2017. Au cours des 15 années qui suivront, la demande annuelle augmenterait d'environ 275 Mt – autrement dit, d'ici à la fin de cette période, il faudra que l'offre augmente de l'équivalent de la production actuelle de BHP Billiton en Australie occidentale. À l'échelle mondiale, la fourchette visée paraît modeste sur cette période, mais les défis ne manqueront pas du fait de la rivalité qui existe pour l'utilisation du sol et de l'eau, des besoins en infrastructure et en investissement, des obstacles en matière de réglementation et de financement et du plafond des engagements souverains.

Pour le long terme, Metalytics a supposé que les pays en développement hors Chine accroîtront la demande de minerai de fer, tandis que la consommation chinoise commencera à reculer dans les années 2020. L'Inde devrait afficher de forts taux de croissance, mais sans égaler ceux que la Chine a connus. En 2035, la demande de minerai de fer de l'Inde devrait plutôt être juste au-dessous de celle que la Chine affichait en 2004. Il convient de préciser que la demande d'autres zones de croissance – le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Amérique du Sud – est exposée au risque d'instabilité politique, ce qui pourrait rendre caduques les projections du graphique ci-après.

L'évolution du jeu de l'offre et de la demande de minerai de fer à l'échelle mondiale est établie par Metalytics à partir d'analyses par pays et par région, la production reposant sur les estimations des producteurs, mine par mine, compte tenu des projets prévus et des effets de marché sur les niveaux de production.

Depuis peu, l'offre a dépassé la demande, ce qui a débouché sur des excédents structurels. Les producteurs ont cependant tendance à se concentrer sur la maîtrise des coûts, le maintien de la production et le niveau de la qualité plutôt que sur l'expansion. Metalytics a supposé que la fourchette à coût élevé de la production marginale, notamment en Chine, sera remplacée progressivement par une offre meilleur marché sur le marché du minerai transporté par mer – en provenance notamment d'Australie et du Brésil. Metalytics a néanmoins supposé aussi qu'une part importante de la production intérieure de Chine à coût modéré sera maintenue pendant la période visée.

Consommation et production de minerai de fer
Projections à partir des hypothèses formulées pour le minerai de fer et l'acier



Nota :

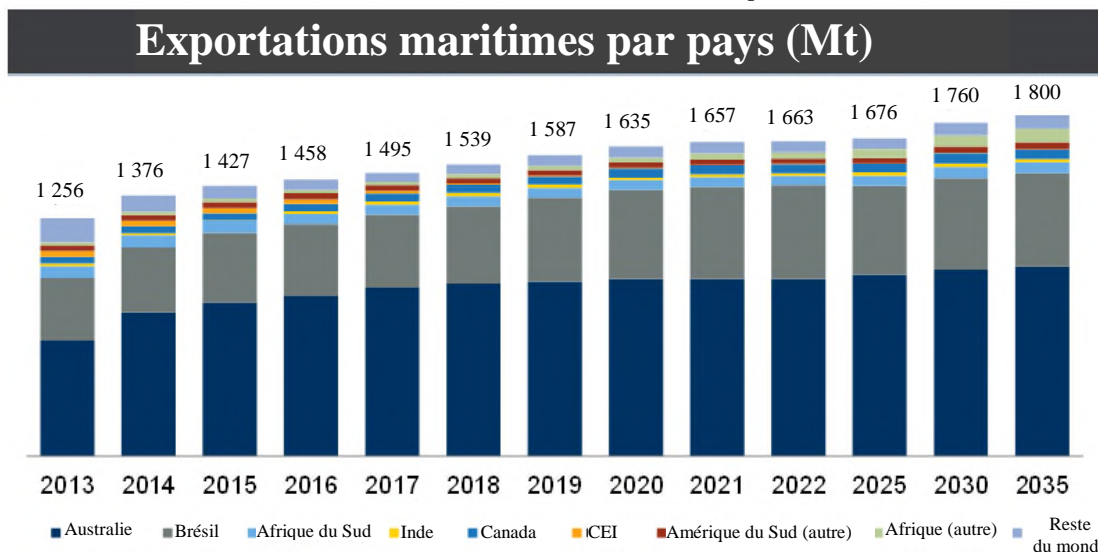
- 1) La demande totale tient compte du stock en transit. Cette exigence perd ou gagne de l'importance selon que les importations augmentent ou baissent, ce qui peut amplifier l'incidence des variations de la consommation.
- 2) La production de minerai de fer de la Chine est estimée en produit vendable. Les statistiques officielles correspondent à la production de minerai brut, c'est-à-dire le minerai tout-venant.

Source : Metalitics, décembre 2016

Commerce maritime du minerai de fer

Le commerce maritime compte pour environ 95 % du commerce mondial actuel du minerai de fer et sa part devrait s'accroître étant donné que les océans du monde séparent les grands pays exportateurs – l'Australie, le Brésil, et (loin derrière au troisième rang) l'Afrique du Sud – des principaux marchés du minerai de fer, situés en Asie et en Europe. Il existe un commerce localisé entre la CEI et l'Europe de l'Est, un commerce transfrontalier en Amérique du Nord et un certain commerce terrestre entre la Chine et les pays voisins. Pour autant, ces échanges sont influencés par le marché maritime, dont ils s'inspirent pour fixer leurs prix.

Importations et exportations maritimes
Projections à partir des hypothèses formulées pour
l'offre et la consommation de minerai de fer servant à produire de l'acier



Nota :

- 1) Le chiffre de la Chine ne tient pas compte des importations terrestres depuis les pays voisins.
- 2) La demande maritime totale tient compte du stock en transit.

Source : Metalytics, décembre 2016

Les projections d'exportation maritime reflètent les tendances de la production, l'Inde faisant exception. Dans son cas, Metalytics a supposé que l'augmentation de la production sera surtout destinée au marché intérieur, la demande dépassant l'offre nationale et le pays suivant la voie de la Chine en ce qu'il se prépare à dépendre d'importations, du fait de contraintes imposées à l'aménagement d'exploitations de minerai de fer et de problèmes de qualité de minerai. L'évolution globale prévue du commerce maritime témoigne d'écarts entre l'offre et la demande dans le monde. Les excédents, quand ils sont inférieurs à 5 % environ, indiquent que le marché s'approche d'un équilibre et qu'il risque de subir des tensions à brève échéance en cas de perturbation de l'offre ou de poussée de la demande. Les hypothèses de Metalytics conduisent à un scénario (illustré plus haut) qui prévoit que l'excédent actuel sera absorbé et que le marché commencera à s'équilibrer d'ici 2018, après quoi il demeurera équilibré ou tendu.

Pour le long terme, Metalytics a supposé que la prudence des investisseurs engendrée par le repli du secteur après son pic, la baisse des réserves et les contraintes imposées à l'aménagement de nouvelles exploitations minières devraient maintenir globalement l'offre et la demande en équilibre (en moyenne), même s'il est peu probable que l'offre et la demande puissent toujours être en parfaite concordance – des déséquilibres de courte durée sont à prévoir.

Les hypothèses de Metalytics sur la croissance de l'offre indiquent que l'Australie restera le principal fournisseur maritime, ses exportations annuelles par mer augmentant de plus de 150 Mt d'ici 2035, par rapport à plus de 110 Mt pour le Brésil. Les exportations du Brésil seraient en outre limitées par les contraintes imposées à l'aménagement de mines et d'infrastructures, sans compter que l'industrie sidérurgique du pays aura besoin de plus de minerai sur cette période.

Bien que l'annonce d'un nouvel eldorado du minerai de fer en Afrique occidentale n'ait pas répondu aux attentes, il pourrait arriver au cours des 20 prochaines années que certains projets parviennent à s'imposer. La distance à parcourir pour expédier du minerai de l'Afrique occidentale à l'Asie est la même que celle du Brésil à l'Asie et, à cet égard, les projets de l'Afrique occidentale concurrencent directement l'offre brésilienne pour ce qui est des frais de livraison à l'Asie.

Compétitivité du terrain du lac Bloom

Dans l'étude de faisabilité, les caractéristiques du concentré de minerai de fer du lac Bloom ont été recensées et décrites comme « typiques ». Les producteurs de minerai de fer ont l'habitude de qualifier les caractéristiques de leurs produits de « typiques » ou « conformes »; les teneurs garanties, minimales ou maximales en divers composants sont en outre précisées séparément dans les contrats de vente.

Dans le tableau qui suit, les résultats de l'analyse du concentré du lac Bloom sont comparés à la composition chimique d'indices de référence, à des caractéristiques spécifiées dans des plateformes de négociation et à celles de produits à forte teneur potentiellement concurrents. Précisons qu'il ne s'agit que d'une comparaison générale, certaines caractéristiques des produits pouvant être dépassées et, si elles sont à jour, changer. En outre, les producteurs offrent souvent des variantes de leurs produits selon le moment, étant donné que les conditions opérationnelles et commerciales évoluent. Ces réserves faites, Metalytics est d'avis que la teneur en fer du produit du lac Bloom est concurrentielle sur le marché des fines à forte teneur.



À 4,44 %, la teneur en silice est similaire à celle d'autres concentrés venant du Canada (fosse du Labrador), supérieure à celle de produits du Brésil et d'ailleurs en Amérique du Sud, mais inférieure à celle de produits concurrents de la CEI. Elle est aussi inférieure à la caractéristique de base des indices de Platts pour les concentrés chinois. La baisse de la production de minerai de fer en Chine – généralement liée à une hausse des teneurs en silice – a nécessité dans une certaine mesure un rééquilibrage de la teneur en silice des mélanges de matière de charge pour le frittage, mais c'est généralement un rôle confié à des produits à faible ou moyenne teneur.

Le concentré du lac Bloom présente une très faible teneur en alumine, autre caractéristique des concentrés traditionnels du Canada. Il pourrait donc être incorporé à un mélange pour abaisser la forte teneur en alumine de minerais meilleur marché. Les teneurs en phosphore et en soufre, éléments généralement considérés comme nuisibles, sont également très faibles – une caractéristique pouvant être très précieuse pour réduire la charge totale de ces éléments dans un mélange de matières premières pour les hauts fourneaux.

Sur le plan géographique, l'est du Canada subit un désavantage logistique par rapport au Brésil, la principale source de produits à forte teneur sur le marché asiatique. En revanche, cette région est bien placée pour approvisionner l'Europe et d'autres marchés de la zone atlantique. Avant l'arrêt de son exploitation en 2014, la mine du lac Bloom approvisionnait surtout la Chine et, de ce fait, sa position est déjà établie sur ce marché. La teneur généralement faible en eau des concentrés canadiens, que l'on trouve dans le produit du lac Bloom, a l'avantage de réduire les frais de transport calculés à l'état sec.

Estimations du prix de base du concentré du lac Bloom – CFR pour la Chine

Le minerai de fer fait généralement l'objet d'une vente CFR ou d'une vente franco à bord (« **FAB** »). Dans le cas d'une vente CFR, le produit change de main lorsqu'il est déchargé au port d'arrivée et son prix comprend le coût d'expédition. Ces dernières années, les ventes CFR ont été très en vogue, le vendeur pouvant exercer un contrôle sur le coût d'expédition. La vente FAB s'applique au minerai de fer livré à bord d'un navire au port d'embarquement, son prix étant généralement déterminé par déduction ultérieure du prix CFR Chine du coût du transport par mer jusqu'en Chine.

Le coût d'expédition du concentré du lac Bloom ne faisait pas partie du mandat de Metalytics, mais il fait l'objet d'une étude qui a été commandée séparément. Cette information étant nécessaire à l'analyse du prix FAB net, le cadre du rapport de Metalytics se limite au prix CFR (Chine) – la Chine étant le pays où sont fixés les prix de référence mondiaux.

Le tableau qui suit présente les prévisions de prix de base établies au mois de décembre 2016 pour la période se terminant en 2035 des fines de minerai de fer à teneur moyenne (62 % de Fe) et à forte teneur (65 % de Fe) en fonction d'un prix CFR Chine et les estimations correspondantes pour le concentré du lac Bloom à 66,2 % de Fe, en fonction d'un prix CFR Chine également. Tous les prix sont en dollars constants de 2016. Les coefficients d'inflation, fondés sur les projections de la Banque mondiale, sont compris dans les prix.

Estimations des prix de base du concentré du lac Bloom
Prix en dollars américains par tonne métrique sèche et en monnaie constante de 2016

Année	Indice 62 % Fe CFR Chine	Prime médiane pour 1% de Fe	Indice 65 % Fe CFR Chine	Prime additionnelle de forte teneur à indice 65 % Fe	Concentré du lac Bloom 66,2 % Fe CFR Chine	Prime totale par rapport au prix de référence 62 % Fe CFR Chine
2016	57,47	1,01	64,15	3,65	65,34	7,87
2017	55,47	0,97	62,24	3,85	63,38	7,91
2018	56,17	0,99	62,72	3,59	63,88	7,71
2019	64,81	1,15	71,13	2,87	72,44	7,63
2020	68,05	1,32	74,82	2,81	76,20	8,15
2021	68,39	1,38	75,25	2,72	76,64	8,24
2022	69,76	1,46	76,76	2,61	78,18	8,42
2023	69,76	1,46	76,78	2,63	78,20	8,44
2024	69,76	1,46	76,82	2,67	78,24	8,47
2025	70,81	1,48	77,94	2,68	79,38	8,58
2026	74,35	1,56	81,71	2,68	83,21	8,87
2027	78,06	1,64	85,65	2,68	87,24	9,17
2028	80,41	1,69	88,15	2,69	89,78	9,37
2029	80,30	1,68	88,06	2,71	89,68	9,38
2030	76,90	1,61	84,49	2,75	86,05	9,15
2031	73,83	1,55	81,26	2,79	82,76	8,93
2032	70,14	1,47	77,38	2,83	78,81	8,67
2033	63,12	1,32	69,99	2,89	71,28	8,16
2034	64,71	1,36	71,69	2,91	73,01	8,30
2035	70,30	1,47	77,62	2,90	79,05	8,75

Source : Metalytics, décembre 2016 (prévisions des prix indiciels); Metalytics, janvier 2017 (prix du concentré à 66,2 % de Fe du lac Bloom)

Nota :

- 1) Le prix en dollars américains par tonne métrique sèche pour 1 % de Fe est l'équivalent du prix unitaire en dollars américains par tonne métrique sèche.

L'étude de Metalytics a établi les prix du concentré du lac Bloom en portant les prix indiciels CFR prévus pour 65 % de Fe à 66,2 % de Fe de façon linéaire ou au prorata afin d'arriver à un prix CFR Chine. Techniquement, il aurait aussi été

possible d'envisager d'autres rajustements de prix en utilisant des différentiels de prix qui tiennent compte de la différence entre les teneurs en silice (4,44 % pour le concentré du lac Bloom contre 3,5 % pour l'indice de Platts à 65 %), en alumine (0,27 % pour le concentré du lac Bloom contre 1,0 % pour l'indice de Platts à 65 %) et en phosphore (0,014 % pour le concentré du lac Bloom contre 0,075 % pour Platts à 65 % de Fe). Platts publie des indices de prix différentiels pour toutes ces teneurs, mais ils sont établis à des teneurs plus élevées que celles qui caractérisent le concentré du lac Bloom et l'indice de Platts à 65 % de Fe. Il serait aussi possible d'utiliser le différentiel par tranche de 1 % de Fe pour rajuster le prix indiciel selon la teneur en fer au lieu d'opter pour la hausse au prorata. Les deux méthodes sont employées dans le commerce international.

Pour le concentré du lac Bloom correspondant à la caractéristique spécifiée, Metalytics conclut qu'il n'y aurait que de légers écarts entre le rajustement de l'indice à 65 % de Fe compte tenu des différentiels et l'utilisation de la méthode au prorata présentée au tableau ci-dessus. En moyenne, les résultats ne varient de que 0,3 % sur la période (selon les hypothèses sur les niveaux futurs des différentiels), ce qui ne justifie pas la complication supplémentaire et les hypothèses requises par la méthode de rajustement avec les différentiels. Celle-ci rend surtout compte de la teneur plus élevée en silice du concentré du lac Bloom, largement contrebalancée par ses plus faibles teneurs en alumine et en phosphore. Dans la pratique, il existe bon nombre de paramètres de fixation des prix qui sont nettement plus importants comme la variation des teneurs livrées et l'exactitude des prévisions. La projection des écarts de composition chimique futurs est particulièrement problématique, ceux-ci relevant de nombreux facteurs difficiles à prédire. Bien que les teneurs en silice et en alumine jouent un rôle important dans le procédé de frittage et que l'élimination du phosphore et du soufre augmente les charges opérationnelles de l'aciérie, la teneur en fer est nettement le principal inducteur de valeur puisque le fer est le principal ingrédient entrant dans la fabrication de l'acier. Le rajustement au prorata est identique à la méthode pratiquée de longue date dans le secteur pour rajuster les prix de vente unitaires en dollars américains par tms. Une tms correspond à une teneur en Fe de 1 % par tonne sèche.

Le graphique qui suit présente les tendances et les prévisions de prix selon les différentes teneurs envisagées à un coût CFR Chine.



FAITS NOUVEAUX

L'étude de faisabilité du terrain du lac Bloom effectuée et déposée au début de 2017 ayant démontré que l'exploitation minière du terrain du lac Bloom est viable d'un point de vue financier, Champion s'est concentrée à obtenir le financement dont elle a besoin pour la relance de la mine du terrain du lac Bloom.

Opérations de financement

Le 17 mai 2017, afin de financer les travaux de mises à niveau nécessaires du système de gestion des résidus dans le cadre de la reprise des activités de la mine du terrain du lac Bloom, ainsi que d'autres travaux de mises à niveau de l'usine de traitement et d'éléments nécessitant un long délai de livraison, la société a mis en place pour le compte de MFQ un financement-relais de 40 000 000 \$, composé de 26 000 000 \$ de capitaux d'emprunt (le « **financement-relais**

par emprunts ») et de 14 000 000 \$ de capitaux propres (le « **financement-relais par capitaux propres** »). Le financement-relais par emprunts consiste en un prêt à terme d'un an consenti par Sojitz, quant à 20 000 000 \$, et par Ressources Québec inc. (« **RQ** »), en qualité de mandataire du gouvernement du Québec et actuel porteur d'environ 9,7 % des actions ordinaires, quant à 6 000 000 \$. Le financement-relais par capitaux propres consiste en un apport proportionnel de 8 848 000 \$ et de 5 152 000 \$ de la société et RQ (à titre de mandataire du gouvernement du Québec), respectivement, en qualité d'actionnaires de MFQ. Tout montant en cours aux termes du financement-relais par emprunts devrait être remboursé parallèlement à la clôture du financement par emprunts de MFQ.

Dans le cadre de son financement par capitaux propres de 8 848 000 \$ dans MFQ, la société a réalisé la vente d'une débenture convertible non garantie de 10 000 000 \$ portant intérêt au taux de 8 % payable trimestriellement et échéant le 1^{er} juin 2018 (la « **débenture** »). La débenture est convertible au gré du porteur à tout moment en actions ordinaires au prix de conversion de 1,00 \$ l'action ordinaire. Si la société ne réalise pas un financement principal minimal de 212 000 000 \$ (le « **financement principal** ») au plus tard le 30 novembre 2017, le prix de conversion sera ajusté au moindre entre 1,00 \$ et le cours moyen pondéré en fonction du volume sur cinq jours des actions ordinaires à la TSX calculé à la date de la conversion. Le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion de la débenture s'élève à 50 000 000 d'actions ordinaires, le capital restant non converti de la débenture devant être remboursé en espèces ou converti en un pourcentage de la redevance (au sens des présentes) au gré de la société. Si le capital n'est pas remboursé intégralement au plus tard le 1^{er} juin 2019, le porteur aura le droit de convertir la totalité du capital impayé en une redevance dérogatoire brute de 0,21 % sur la production de la mine du terrain du lac Bloom (la « **redevance** »). Après la réalisation du financement principal, la société peut rembourser en totalité ou en partie le capital de la débenture, sous réserve d'un paiement minimal correspondant à six mois d'intérêt.

Après l'obtention du financement-relais, MFQ et Champion ont annoncé, le 12 juillet 2017, qu'elles avaient obtenu d'autres engagements conditionnels de financement par emprunts jusqu'à concurrence de 180 millions de dollars US pour financer en partie les coûts de la relance de l'exploitation du terrain du lac Bloom. Les engagements conditionnels de financement par emprunts jusqu'à concurrence de 180 millions de dollars US (le « **financement par emprunts de MFQ** ») se composent de deux tranches : i) un prêt garanti de premier rang d'une durée de cinq ans et d'un capital de 80 millions de dollars US devant être consenti par Sprott Private Resource Lending (Collector), LP (« **Sprott Resource Lending** »), portant intérêt au taux de 7,5 % majoré du plus élevé entre le taux LIBOR à trois mois en dollars US et 1 % par année; et ii) un prêt subordonné d'une durée de sept ans et d'un capital de 100 millions de dollars US devant être consenti par la Caisse de dépôt et placement du Québec (« **Caisse** ») et une de ses filiales, portant intérêt au taux de 12 % pour la première année, et pour les années suivantes à un taux d'intérêt lié au cours du fer. Le financement par emprunts de MFQ est subordonné à la signature de documents définitifs, à l'obtention, par la société et MFQ, du financement nécessaire à la relance des activités de la mine du terrain du lac Bloom, dont le placement fait partie, et à l'exécution de certaines autres conditions de clôture usuelles. Les modalités des documents définitifs relatifs au financement par emprunts de MFQ n'ont pas été arrêtées et pourraient être modifiées, et elles diffèrent des modalités sommaires indiquées dans le présent prospectus simplifié et devraient dans tous les cas comprendre des clauses restrictives pouvant limiter la capacité de la société d'exercer ses activités et de prendre certaines mesures, notamment sa capacité de faire ce qui suit : i) contracter des dettes supplémentaires ou permettre à Société de voitures de chemin de fer du Lac Bloom Inc., à MFQ ou à l'une de leurs filiales de contracter, directement ou indirectement, des dettes supplémentaires; ii) grever d'une charge ses biens ou ses actifs ou permettre à Société de voitures de chemin de fer du Lac Bloom Inc., à MFQ ou à l'une de leurs filiales de grever, directement ou indirectement, d'une charge leurs biens ou actifs; iii) rembourser par anticipation, acheter, racheter ou par ailleurs acquérir ou rembourser contre valeur, avant l'échéance définitive prévue, des dettes; iv) acheter, racheter, rembourser et annuler ou acquérir par ailleurs contre espèces des titres de la société; v) déclarer ou prévoir des dividendes ou d'autres paiements ou distributions d'après le capital-actions; vi) détenir moins de 63,16 % des actions de MFQ; vii) faire des paiements aux actionnaires ou aux membres du même groupe; et viii) garantir les obligations de quelque autre personne, directement ou indirectement, sauf tel que le permet les documents relatifs au financement par emprunts de MFQ.

Conformément au financement par emprunts de MFQ, il est prévu que 3 millions de bons de souscription d'actions ordinaires seront émis à Sprott Resource Lending et 21 millions de bons de souscription d'actions ordinaires seront émis à la Caisse (collectivement, les « **bons de souscription relatifs au prêt** »). Il est prévu que le prix d'exercice des bons de souscription relatifs au prêt s'établira à une prime de 25 % par rapport au moindre de 1,05 \$ (soit le cours de clôture des actions ordinaires à la TSX le 12 juillet 2017) ou le prix d'offre. Étant donné que Champion sera responsable de l'émission des bons de souscription relatifs au prêt à Sprott Resource Lending et à la Caisse, elle recevra de RQ, filiale en propriété exclusive d'Investissement Québec, une indemnité proportionnelle à leur participation de 36,8 % dans MFQ.

Les actionnaires de Champion ont approuvé l'émission des bons de souscription relatifs au prêt à la Caisse et à Sprott Resource Lending lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires de la société qui a eu lieu le 18 août 2017.

Conformément à l'une des conditions du financement par emprunts de MFQ, la société et MFQ doivent obtenir tout le financement nécessaire pour la reprise des activités à la mine du terrain du lac Bloom. Dans ce contexte, Champion et RQ doivent contribuer financièrement pour soutenir la reprise des activités à la mine du lac Bloom en faisant à MFQ des apports en capital d'environ 72 millions de dollars. Le Fonds Capital Mine Hydrocarbures (« **CMH** »), géré par RQ, a délivré une lettre de son intention de verser l'apport en capital de RQ de 36,8 %, soit 26,2 millions de dollars (l'« **investissement de CMH** »), sous réserve de l'approbation définitive du Cabinet du gouvernement du Québec. Champion a l'intention d'affecter une partie du produit net tiré du placement et de la vente de la débenture de Glencore (au sens des présentes) au financement de son apport en capital de 44,8 millions de dollars. Il est prévu qu'au moment où l'apport en capital de la société sera fait, le financement par emprunts de MFQ deviendra pleinement disponible et CMH aura alors jusqu'au 29 septembre 2017 pour financer l'investissement de CMH.

Le 28 août 2017, la société a annoncé qu'elle a obtenu un engagement de financement conditionnel de 25 millions de dollars US (environ 30,7 millions de dollars d'après le cours du change le 6 septembre 2017 affiché par la Banque du Canada pour la conversion du dollar américain en dollar canadien, soit 0,8154 \$ US pour 1,00 \$) de Glencore International AG (« **Glencore** ») pour la vente non effectuée par l'entremise d'un courtier par voie de placement privé d'une débenture non garantie subordonnée assortie d'une clause de conversion obligatoire (la « **débenture de Glencore** »). La débenture de Glencore aura une durée à l'échéance de huit ans et portera intérêt au taux de 12 % pour la première année et pour les années suivantes elle portera intérêt au même taux que celui du prêt subordonné que la Caisse doit consentir dans le cadre du financement par emprunts de MFQ, soit un taux lié au prix du minerai de fer. La débenture de Glencore peut être convertie à tout moment en actions ordinaires au gré de Glencore au prix de 1,125 \$ l'action ordinaire, soit une prime de 25 % par rapport au prix d'offre. La débenture de Glencore sera assortie d'une clause de conversion obligatoire au prix de conversion de 0,85 \$ l'action ordinaire que la Caisse et Sprott Resource Lending peuvent faire valoir ou dans certaines autres circonstances (la « **conversion forcée** »), étant entendu que cette conversion forcée ne saurait faire en sorte que Glencore détienne une participation de 20 % ou plus dans les actions ordinaires. L'émission de la débenture de Glencore est subordonnée à la signature des documents définitifs, à l'obtention de l'approbation de la TSX et de l'ASX et à la réalisation d'autres conditions de clôture usuelles. La société a en outre convenu d'accorder à Glencore des droits « off-take » mondiaux sur la durée de la vie de la mine dont les modalités commerciales sont fixes pour une période de dix ans quant à la totalité du tonnage de la production de minerai de fer future de lac Bloom non vendue au Japon dans le cadre de l'accord « off-take » avec Sojitz. Advenant une conversion forcée, les modalités « off-take » s'appliqueront pour la durée de vie de la phase 1 du terrain du lac Bloom et Glencore aura l'option de convertir les modalités « off-take » en une redevance F.A.B. Glencore aura aussi le droit de désigner un candidat au conseil d'administration de Champion, sous réserve de l'approbation des actionnaires et des autorités de réglementation. En raison de la débenture de Glencore, Champion a annoncé la réduction de la taille prévue de son placement d'environ 50 millions de dollars à un maximum de 20 millions de dollars.

Autres faits nouveaux

Le 1^{er} mai 2017, MFQ a signé l'accord d'écoulement « off-take » avec Sojitz, importante société de commerce établie à Tokyo, au Japon, aux termes duquel Sojitz pourrait acheter jusqu'à 3 000 000 de TMS par année à MFQ après la reprise des activités commerciales de la mine du terrain du lac Bloom. L'accord d'écoulement « off-take » avec Sojitz est d'une durée initiale de cinq ans à partir de la date de la reprise des activités commerciales de la mine du terrain du lac Bloom et est automatiquement renouvelé pour des durées successives de cinq ans.

Le 15 juillet 2017, MFCL a conclu un règlement amiable (le « **règlement amiable** ») prévoyant le règlement, sans aveu de responsabilité, de son litige avec le port de Sept-Îles (le « **port** ») concernant l'entente intervenue le 13 juillet 2012 entre MFCL et le port (l'« **entente de 2012** »). Le règlement amiable est subordonné à la clôture du financement par emprunts de MFQ et à la clôture du placement. Le règlement amiable prévoit des paiements par MFCL ou par MFQ en règlement intégral de la réclamation initiale de 19 581 000 \$ du port au titre du paiement d'entrée prévu à l'entente de 2012, ainsi que certains montants connexes d'ici le 1^{er} décembre 2017. Ces paiements et le dépôt de ces 6 millions de dollars précédemment versé à MFCL constitueront des avances sur les frais d'expédition, droits de quai et frais d'équipement futurs de MFQ aux termes de l'entente de 2012. Les paiements supplémentaires porteront intérêt à compter de la date de signature du règlement amiable jusqu'au moment où les paiements pertinents sont effectués. Tous les

paiements supplémentaires sont, tout comme le règlement, subordonnés à la clôture du financement par emprunts de MFQ et du placement. Le règlement amiable prévoit également que les paiements fermes devront commencer le 1^{er} janvier 2018. Si MFQ ne tient pas le financement principal nécessaire pour la relance des activités commerciales au lac Bloom, les parties ont convenu que leurs positions respectives retourneront à celles précédemment adoptées dans le cadre du processus d'arbitrage.

STRUCTURE DU CAPITAL CONSOLIDÉ

Le tableau ci-après résume la structure du capital consolidé de la société au 30 juin 2017, compte tenu et compte non tenu du placement et des opérations de financement.

Description	En circulation au 30 juin 2017 (non audité)	En circulation au 30 juin 2017 compte tenu du placement et des opérations de financement ^{1), 2)}
Capitaux propres	87 535 760 \$	137 105 760 \$
Nombre d'actions ordinaires	387 084 339	409 306 562
Droits de souscription d'actions	1 250 000	1 250 000
Options sur actions	37 950 000	37 950 000
Nombre de bons de souscription relatifs au prêt	-	24 000 000
Dette à long terme	36 672 314 \$	292 672 314 \$
Total de la structure du capital	124 208 074 \$	429 778 074 \$

- (1) D'après l'émission de 22 222 223 reçus de souscription pour un produit brut total de 20 000 000,70 \$, déduction faite de la commission des courtiers de 782 001,02 \$ et des frais de placement d'un montant estimatif de 1 000 000 \$.
- (2) Sous réserve de la satisfaction ou de la levée des conditions de libération de l'entiercement et de l'échange de tous les reçus de souscription contre des actions sous-jacentes.

EMPLOI DU PRODUIT

Le produit net estimatif que la société tirera dans le cadre du placement s'élèvera à environ 18 218 000 \$, après déduction de la commission des courtiers d'environ 782 001 \$ et des frais du placement estimés à environ 1 000 000 \$.

Immédiatement après la date de clôture du placement, le produit entiercé sera remis à l'agent chargé des reçus de souscription et détenu en mains tierces par celui-ci et investi dans des obligations à court terme émises ou garanties par le gouvernement du Canada ou dans d'autres investissements approuvés par écrit par la société et RBC, pour son propre compte et pour le compte des autres courtiers, jusqu'à ce que soient exécutées les conditions de libération de l'entiercement ou, si elle est antérieure, la date de résiliation. Si les conditions de libération de l'entiercement qui n'ont pas fait l'objet d'une renonciation sont respectées avant la survenance d'un cas de résiliation, lors de la libération du produit entiercé par l'agent chargé des reçus de souscription, la société a l'intention d'utiliser le produit net tiré du placement, les autres fonds disponibles et le produit brut des engagements conditionnels au financement par emprunts de MFQ de 180 000 000 \$ US comme il est décrit dans le tableau ci-après, qui présente les détails relatifs aux dépenses en immobilisations prévues du terrain du lac Bloom comme il est indiqué dans l'étude de faisabilité.

Le financement par emprunt de MFQ est subordonné, notamment, à ce que la société fasse un apport minimum de 44 800 000 \$ au capital de MFQ. Si le placement est réalisé, la société prévoit affecter 14 140 000 \$ du produit net tiré du placement et le produit net tiré de la vente de la débenture de Glencore (estimé à 30 660 000 \$ en date des présentes) à l'apport au capital de MFQ qui, à son tour, affectera cet apport en capital au financement d'une partie de la relance des activités de la mine du terrain du Lac Bloom, et le solde de 5 860 000 \$ du placement et de la débenture de Glencore aux fins générales de l'entreprise.

Les événements importants suivants doivent survenir pour que soit réalisée la relance des activités de la mine du terrain du lac Bloom : i) le commencement de la mise à niveau de l'usine; ii) le commencement du processus de mise en œuvre de la relance; et iii) la conclusion de l'accord off-take avec Sojitz et des activités de logistique. Ces événements devraient

survenir avant l'exercice 2017 et la relance des activités de la mine du terrain du lac Bloom devrait survenir au cours du premier trimestre de 2018.

Dans le tableau qui suit, les montants sont arrondis en millions de dollars.

Sources de financement proposées		\$
Capitaux propres de MFQ		
Financement-relais par capitaux propres (réalisé)	14,0	
Participation par Champion Iron Limited (en voie de réalisation)	44,8	
Participation par Ressources Québec (en voie de réalisation)	26,2	
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	85,0	
Financement (30 135 000 \$ US)¹⁾ et inspection des voitures de chemin de fer	39,8	²⁾
Financement par emprunts de MFQ en \$ US (en voie de réalisation)		
Sprott Private Resource Lending (80 000 000 \$ US)	100,0	³⁾
Caisse de dépôt et placement du Québec (100 000 000 \$ US)	125,0	³⁾
TOTAL DES CAPITAUX D'EMPRUNT	264,8	⁴⁾
FINANCEMENT TOTAL (CAPITAUX PROPRES ET D'EMPRUNT)	349,8	

1) Prêt de trois ans consenti par Canadian Iron Railcar Leasing LP d'un montant de 28 259 470 \$ US portant intérêt au TIOL plus 1,75 %, le solde ayant été financé par la société (le « **financement des voitures de chemin de fer** »).

2) Suppose un cours du change des dollars américains en dollars canadiens de 1,00 \$ US = 1,3158 \$.

3) Suppose un cours du change des dollars américains en dollars canadiens de 1,00 \$ US = 1,25 \$.

4) Suppose le remboursement du financement-relais par emprunts.

Emploi du produit

\$

Total des coûts des immobilisations pour la mise à niveau de l'usine de la mine, y compris :	157,2
Terrassement	14,3
Exploration minière	41,9
Équipement mécanique	64,3
Équipement électrique	0,6
Conduite et chemin de câbles	0,2
Filage et câblage	2,3
Instrumentation	1,3
Coûts indirects de construction	6,2
IACGP	7,8
Réserve pour éventualité	8,1
Coûts de propriété, y compris liés au risque	10,2
Coûts de propriété (dotation en personnel)	16,6
Coûts de participation initiaux¹⁾	40,0
Achat et inspection des voitures de chemin de fer	39,8
Fonds de roulement	42,4
Charges d'exploitation – 3 premiers mois d'exploitation	30,8
SOUS TOTAL	326,8
Réserve pour éventualités et fins générales de l'entreprise	23,0
TOTAL	349,8

1) Comprend les paiements aux termes du règlement amiable avec le port représentant environ 22,4 millions de dollars devraient être effectués parallèlement à la clôture du financement principal.

La société estime que son emploi prévu du produit net s'inscrit dans la stratégie d'entreprise de la société en tant que société d'exploration des ressources.

La direction de la société disposera d'une marge de manœuvre et d'un pouvoir discrétionnaire importants pour l'affectation du produit net tiré du placement. Le produit net tiré du placement pourrait être affecté différemment de la manière décrite ci-dessus en cas de survenance d'un événement imprévu, d'évolution de la conjoncture ou pour toute autre raison commerciale. Dans la mesure où le produit net que la société tire du présent placement n'est pas immédiatement affecté aux fins précitées, la société a l'intention d'investir le produit net dans des titres de créance portant intérêt et à court terme ou dans des dépôts bancaires.

Flux de trésorerie négatifs

La société a essuyé d'importantes pertes d'exploitation et des flux de trésorerie négatifs de ses activités depuis sa création, et affiche un déficit accumulé de 135 697 680 \$ au 30 juin 2017. Les valeurs attribuées à l'actif de la société pourraient être impossibles à réaliser. La société n'existe que depuis peu de temps et la continuité de son exploitation dépend d'un certain nombre de variables importantes. Les sommes attribuées aux terrains dans ses états financiers représentent des frais d'acquisition et d'exploration et ne devraient pas être interprétées comme une valeur de réalisation. En outre, la société n'a aucun antécédent en matière de résultats, de produits des activités ordinaires, de bénéfices ou de

succès. Ainsi, la capacité de la société de poursuivre ses activités dépend de l'existence de ressources récupérables sur le plan économique, de sa capacité de réunir les financements nécessaires au développement de ses participations et à l'atteinte d'une production rentable ou, d'une autre façon, de son pouvoir d'aliéner ses participations à profit.

MODE DE PLACEMENT

En vertu de la convention de prise ferme et de placement pour compte intervenue le 7 septembre 2017 entre la société et les courtiers, la société a convenu de vendre, et les courtiers ont convenu, chacun pour la tranche qui le concerne (et non solidairement), de souscrire, à titre de contrepartistes ou de veiller à ce que soient souscrites, à la date de clôture du placement, 9 373 778 reçus de souscription hors liste du président, sous réserve de l'observation de toutes les obligations juridiques nécessaires et des conditions de la convention de prise ferme et de placement pour compte. La société a aussi désigné les courtiers à titre de placeurs pour compte pour offrir en vente par voie de placement pour compte jusqu'à 12 848 445 reçus de souscription de la liste du président.

Le prix d'offre a été fixé par voie de négociation sans lien de dépendance entre la société et les courtiers, en fonction du cours alors en vigueur des actions ordinaires.

L'obligation des courtier de souscrire les reçus de souscription hors liste du président est subordonnée à l'émission et à la vente du nombre nécessaire de reçus de souscription de la liste du président pour un produit brut total du placement d'au moins 15 000 000 \$.

Les obligations des courtiers en vertu de la convention de prise ferme et de placement pour compte sont individuelles et non solidaires et les courtiers pourront les résoudre à leur gré sur le fondement des clauses de résolution en cas de « changement de conjoncture du marché », de « force majeure », de « mesure réglementaire » et de « changement important » dans la convention de prise ferme et de placement pour compte et à la réalisation de certaines autres conditions énoncées dans la convention de prise ferme et de placement pour compte. Toutefois, les courtiers sont tenus de prendre en livraison la totalité des reçus de souscription hors liste du président et d'en régler le prix (ou d'y veiller) s'ils souscrivent l'un d'eux aux termes de la convention de prise ferme et de placement pour compte. Les courtiers peuvent offrir à d'autres courtiers inscrits de participer à un syndicat de placement, selon une rémunération négociée entre les courtiers et les participants au syndicat de placement, sans frais supplémentaires pour la société. Conformément aux conditions de la convention de prise ferme et de placement pour compte, la société a convenu d'indemniser les courtiers, les sociétés membres de leur groupe et leurs administrateurs, dirigeants, employés, associés, actionnaires et mandataires respectifs quant à certaines responsabilités et à certains frais et de contribuer aux paiements que les courtiers peuvent être tenus de faire à cet égard.

En contrepartie des services rendus par les courtiers dans le cadre du placement et conformément aux conditions de la convention de prise ferme et de placement pour compte, la société paiera la commission des courtiers, correspondant à 5,50 % du produit brut total du placement. Comme l'ont convenu la société et les courtiers, la commission des courtiers sera réduite à 2,75 % dans le cadre de l'offre en vente des reçus de souscription de la liste du président par voie de placement pour compte. Une tranche de 50 % de la commission des courtiers sera payable à la clôture du placement. La tranche restante de 50 % de la commission des courtiers sera déposée en mains tierces auprès de l'agent chargé des reçus de souscription et sera payable uniquement si les conditions de libération de l'entiercement sont remplies. Si un cas de résiliation survient, les courtiers n'auront pas le droit de recevoir la tranche restante de 50 % de la commission des courtiers.

Les courtiers proposent d'offrir les reçus de souscription hors liste du président initialement au prix d'offre. Sans qu'il soit porté atteinte à l'obligation ferme des courtiers de souscrire les reçus de souscription hors liste du président conformément à la convention de prise ferme et de placement pour compte, les courtiers peuvent réduire le prix d'offre des reçus de souscription hors liste du président qu'ils vendent aux termes du présent prospectus après avoir entrepris des démarches raisonnables pour vendre la totalité des reçus de souscription hors liste du président au prix d'offre. La vente par les courtiers de reçus de souscription hors liste du président à un prix inférieur au prix d'offre aura pour effet de réduire leur rémunération de la différence en moins entre le prix global payé par les souscripteurs pour les reçus de souscription hors liste du président et le produit brut que les courtiers ont payé pour les reçus de souscription hors liste du président.

Conformément aux restrictions réglementaires canadiennes et américaines applicables, les courtiers ne peuvent pas, pendant la durée du placement, offrir d'acheter ni acheter des reçus de souscription pour leur propre compte. Ces restrictions comportent certaines exceptions dont les courtiers ne peuvent se prévaloir que dans le cas d'une offre d'achat ou d'un achat qui n'a pas été effectué en vue de créer une activité réelle ou apparente sur les reçus de souscription ou d'en faire monter le cours. Ces exceptions comprennent notamment une offre d'achat ou un achat de reçus de souscription permis en vertu des règlements administratifs et des règles de la TSX concernant la stabilisation du marché et des activités de maintien passif du marché et une offre d'achat ou un achat effectué au nom ou pour le compte d'un client lorsque l'ordre n'a pas été sollicité pendant la durée du placement. Conformément à la première exception susmentionnée, dans le cadre du présent placement, les courtiers peuvent effectuer des opérations visant à stabiliser ou à fixer le cours des reçus de souscription à des niveaux différents de ceux qui seraient par ailleurs formés sur le marché libre. Ces opérations peuvent être commencées ou interrompues à tout moment.

Le placement est fait dans toutes les provinces du Canada. Les reçus de souscription seront offerts dans ces provinces du Canada par l'intermédiaire des courtiers et des sociétés membres de leur groupe respectif qui sont inscrits aux fins d'offrir en vente les reçus de souscription dans ces provinces et d'autres courtiers inscrits que les courtiers peuvent désigner. Sous réserve de la législation applicable et des dispositions de la convention de prise ferme et de placement pour compte, les courtiers peuvent offrir les reçus de souscription hors du Canada.

Le présent prospectus simplifié ne constitue pas un prospectus, un document d'information, notamment sur un produit (*prospectus*, *product disclosure statement* ou *disclosure document*) pour l'application de la Corporations Act. Il n'a pas été déposé auprès de l'Australian Investments and Securities Commission ou autre. Le placement sera offert en Australie uniquement à des investisseurs professionnels ou à des investisseurs sophistiqués (au sens de *professional investors* ou de *sophisticated investors*) des alinéas 8 et 11 de l'article 708 de la Corporations Act) ou à d'autres investisseurs en Australie à qui des titres peuvent être émis sans qu'un document d'information ne soit exigé aux termes de la Corporations Act.

Sous réserve des dispositions de la convention de prise ferme et de placement pour compte, parallèlement au placement, les reçus de souscription peuvent être offerts et vendus aux États-Unis sous le régime de dispenses de placement privé applicable en vertu de la législation en valeurs mobilières fédérale et étatique des États-Unis. Les reçus de souscription en vente n'ont pas été ni ne seront inscrits en vertu de la Loi de 1933 ou de la législation en valeurs mobilières de quelque État des États-Unis, et ne peuvent être offerts ou vendus aux États-Unis sauf aux termes d'une dispense des exigences d'inscription de la Loi de 1933 et de la législation en valeurs mobilières applicable de quelque État des États-Unis. Par conséquent, sauf dans la mesure permise par la convention de prise ferme et de placement pour compte, les reçus de souscription ne peuvent être offerts ni vendus aux États-Unis. Chaque courtier a convenu de ne pas offrir ni vendre des reçus de souscription aux États-Unis, sauf dans le cadre d'opérations aux termes d'une dispense des exigences d'inscription de la Loi de 1933 et de la législation en valeurs mobilières applicable de quelque État des États-Unis. La convention de prise ferme et de placement pour compte prévoit que i) les courtiers peuvent offrir à nouveau et revendre les reçus de souscription qu'ils auront souscrits aux termes de la convention de prise ferme et de placement pour compte à des « acheteurs institutionnels admissibles » (au sens de *Qualified Institutional Buyers* de la *Rule 144A* prise en vertu de la Loi de 1933, la « **Rule 144A** ») aux États-Unis conformément à la *Rule 144A* et à des dispenses analogues en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable de quelque État des États-Unis, et ii) les courtiers peuvent offrir en vente les reçus de souscription directement par la société à des investisseurs qualifiés conformément à la *Rule 506(b)* du *Regulation D* pris en vertu de la Loi de 1933 et à des dispenses analogues en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable de quelque État des États-Unis. La convention de prise ferme et de placement pour compte prévoit aussi que les courtiers offriront et vendront les reçus de souscription hors des États-Unis conformément à la *Rule 903* du *Regulation S* promulgué en vertu de la Loi de 1933. Les reçus de souscription vendus, et les actions sous-jacentes émises, le cas échéant, aux États-Unis seront des titres de négociation restreinte au sens de la *Rule 144* prise aux termes de la Loi de 1933. Ils ne peuvent être offerts, vendus ou par ailleurs cédés, directement ou indirectement, sauf aux termes d'une dispense des exigences d'inscription de la Loi de 1933. Le présent prospectus simplifié ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation d'une offre d'acheter les reçus de souscription aux États-Unis.

De plus, jusqu'à l'expiration d'un délai de 40 jours après le commencement du placement, une offre ou une vente de reçus de souscription aux États-Unis par un courtier (qu'il participe ou non au placement) peut contrevenir aux exigences d'inscription de la Loi de 1933, à moins qu'il ne s'agisse d'une offre sous le régime d'une dispense d'inscription de la Loi de 1933.

Dans le cadre du placement, certains des courtiers ou des courtiers en valeurs mobilières peuvent distribuer le présent prospectus simplifié par voie électronique.

La société s'abstiendra, directement ou indirectement, d'émettre, de vendre, d'accorder une option de vendre, ou par ailleurs d'aliéner ou de monétiser, ou d'offrir d'annoncer une intention de le faire, notamment dans le cadre d'un placement public ou d'un placement privé, des actions ordinaires ou des titres dont la conversion ou l'échange permet d'acquérir des actions ordinaires, dans les 90 jours qui suivent la date de clôture du placement, sans le consentement écrit préalable de RBC, pour le compte des courtiers, lequel consentement ne peut être indûment refusé, sauf dans le cadre : i) du placement; ii) de l'attribution ou de l'exercice d'options d'achat d'actions ou d'autres émissions analogues aux termes du plan incitatif fondé sur des actions de la société et autres mécanismes de rémunération fondés sur des actions, y compris, notamment l'attribution des bons de souscription relatifs au prêt à la Caisse et à Sprott Resources Lending; ou iii) d'obligations de la société à l'égard d'instruments convertibles existants émis à la date des présentes.

De plus, conformément à la convention de prise ferme et de placement pour compte, la société a convenu de veiller de son mieux à ce que ses administrateurs et dirigeants concluent en faveur des courtiers des ententes aux termes desquelles chacune de ces personnes conviendra de s'abstenir de vendre, d'accorder une option de vendre, ou par ailleurs d'aliéner ou de monétiser, ou d'offrir d'annoncer une intention de le faire, notamment dans le cadre d'un placement public ou d'un placement privé, des actions ordinaires ou des titres dont la conversion ou l'échange permet d'acquérir des actions ordinaires, dans les 90 jours qui suivent la date de clôture du placement, sans le consentement écrit préalable de RBC, pour le compte des courtiers, lequel consentement ne peut être indûment refusé. Par dérogation à ces restrictions de transfert, les administrateurs et les dirigeants de la société peuvent faire les transferts suivants : i) par voie de nantissement ou de sûreté, étant entendu que le créancier nanti ou le bénéficiaire de la sûreté convient par écrit avec RBC d'être lié par cette entente pour le reste de sa durée; ou ii) un transfert d'actions ordinaires dans le cadre d'une opération véritable, notamment une offre publique d'achat de tiers, une fusion ou un plan d'arrangement, adressée à tous les porteurs d'actions ordinaires, étant entendu que si cette opération n'est pas menée à terme, les actions ordinaires restent assujetties à ces restrictions.

Les souscriptions de reçus de souscription seront reçues sous réserve du droit de les rejeter ou de les répartir en totalité ou en partie et du droit de clore les registres de souscription à tout moment sans avis. Il est prévu que les reçus de souscription et les actions sous-jacentes seront émis, inscrits et déposés par voie électronique auprès de CDS ou de son prête-nom au moyen du système d'inscription en compte. Sauf dans des circonstances limitées, aucun porteur véritable de reçus de souscription ou d'actions sous-jacentes ne recevra de certificat définitif représentant sa participation dans les reçus de souscription ou les actions sous-jacentes et les porteurs véritables de reçus de souscription ou d'actions sous-jacentes ne recevront qu'une confirmation d'ordre usuelle des courtiers ou d'un autre courtier en valeurs inscrit qui est un adhérent de CDS et auprès desquels ou par l'intermédiaire desquels ils acquièrent une participation véritable dans les reçus de souscription ou les actions sous-jacentes. Malgré ce qui précède, les reçus de souscription vendus, et les actions sous-jacentes émises, le cas échéant, à des investisseurs qualifiés seront représentés par des certificats définitifs individuels inscrits au nom de leur souscripteur ou de leur prête-nom.

La TSX a approuvé sous condition l'inscription à sa cote des reçus de souscription et des actions sous-jacentes. L'inscription des reçus de souscription et des actions sous-jacentes est subordonnée à l'obligation, pour la société, de remplir les exigences d'inscription de la TSX au plus tard le 1^{er} novembre 2017, y compris le placement des reçus de souscription à un nombre minimum de porteurs de titres publics. La société demandera aussi l'inscription des actions sous-jacentes à la cote de l'ASX. La clôture du placement est subordonnée aux conditions de clôture usuelles.

RELATION ENTRE LA SOCIÉTÉ ET CERTAINS COURTIER

L'un des courtiers, Sprott Private Wealth LP, est un membre du même groupe que Sprott Resource Lending, qui s'est engagée conditionnellement à consentir un prêt garanti de premier rang d'une durée de cinq ans et d'un capital de 80 millions de dollars US à MFQ dans le cadre du financement par emprunts de MFQ. Voir « *Faits nouveaux – Opérations de financement* ». La société propose aussi d'émettre un certain nombre de bons de souscription relatifs au prêt à Sprott Resource Lending dans le cadre du financement par emprunts de MFQ. La société peut donc être considérée comme un émetteur associé à Sprott Private Wealth LP. Sprott Resource Lending n'a pas participé à la décision d'offrir ou à l'établissement des conditions du placement des reçus de souscription.

DESCRIPTION DES TITRES FAISANT L'OBJET DU PLACEMENT

Reçus de souscription

Généralités

Le texte qui suit décrit sommairement les principales modalités et caractéristiques des reçus de souscription. Ce sommaire ne se veut pas exhaustif et est donné entièrement sous réserve des modalités de la convention relatives aux reçus de souscription, qui sera déposée par la société sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com après la date de clôture du placement.

Produit entiercé

Le produit entiercé sera remis à l'agent chargé des reçus de souscription, en qualité de mandataire et de dépositaire pour le compte des porteurs de reçus de souscription, et détenu en mains tierces par celui-ci et investi dans des obligations à court terme émises ou garanties par le gouvernement du Canada ou dans d'autres investissements, pourvu que ces obligations à court terme ou autres investissements constituent des placements admissibles au sens de la LIR, approuvés par écrit par la société et RBC, pour son propre compte et pour le compte des autres courtiers, jusqu'à ce que soient exécutées les conditions de libération de l'entiercement qui n'ont pas fait l'objet d'une renonciation ou, si elle est antérieure, la date de résiliation.

Modalités des reçus de souscription

Si les conditions de libération de l'entiercement qui n'ont pas fait l'objet d'une renonciation ont été respectées avant la survenance d'un cas de résiliation, le produit entiercé sera libéré en faveur de la société (avec l'intérêt gagné sur celui-ci) sur remise d'un certificat aux courtiers et à l'agent chargé des reçus de souscription par la société attestant que les conditions de libération de l'entiercement (qui n'ont pas fait l'objet d'une renonciation) ont été respectées (l'« **avis de libération de l'entiercement** »).

À la signature et à la remise de l'avis de libération de l'entiercement à l'agent chargé des reçus de souscription : a) l'agent chargé des reçus de souscription i) libérera le produit entiercé en faveur de la société, avec l'intérêt gagné et ii) remettra aux courtiers la tranche restante de 50 % de la commission des courtiers; et b) les porteurs des reçus de souscription recevront automatiquement, sans paiement de contrepartie ni prise d'une autre mesure, une action sous-jacente pour chaque reçu de souscription détenu.

S'il survient un cas de résiliation avant l'exécution des conditions de libération de l'entiercement qui n'ont pas fait l'objet d'une renonciation, la société remettra sans délai un avis écrit aux courtiers et à l'agent chargé des reçus de souscription et publiera un communiqué de presse indiquant la date de résiliation. À la survenance d'un cas de résiliation, les droits attestés par chaque reçu de souscription seront automatiquement résiliés et annulés sans autre mesure et les porteurs des reçus de souscription ont le droit de recevoir, au plus tard le deuxième (2^e) jour ouvrable qui suit la date de résiliation, de la part de l'agent chargé des reçus de souscription et de la société, le cas échéant, le remboursement d'un montant correspondant au prix d'offre multiplié par le nombre de reçus de souscription détenus par ce porteur, ainsi que l'intérêt correspondant à leur quote-part de l'intérêt gagné et de l'intérêt réputé, déduction faite des retenues fiscales applicables, le cas échéant.

Si le produit brut doit être remis aux souscripteurs des reçus de souscription, la société a convenu de verser et de remettre à l'agent chargé des reçus de souscription dès que possible, mais en aucun cas après le deuxième (2^e) jour ouvrable qui suit la date de résiliation, i) un montant correspondant à 50 % de la commission des courtiers et ii) un montant correspondant à l'intérêt réputé, de sorte que la totalité du produit brut sera remboursée aux souscripteurs des reçus de souscription. En outre, si le produit entiercé, l'intérêt gagné et les autres montants mentionnés ci-dessus sont insuffisants pour rembourser le produit brut aux souscripteurs des reçus de souscription, la société sera tenue de verser les montants nécessaires pour combler l'insuffisance. Il est toutefois entendu que, même si la société versera aux courtiers cette tranche de 50 % de la commission des courtiers au moyen du produit brut à la date de clôture du placement, la société devra tout de même, si les conditions de libération de l'entiercement qui n'ont pas fait l'objet d'une renonciation ne sont pas respectées avant la survenance d'un cas de résiliation, rembourser à chaque porteur de reçus de souscription un

montant correspondant au prix d'offre multiplié par le nombre de reçus de souscription détenus par ce porteur, ainsi que l'intérêt correspondant à sa quote-part de l'intérêt gagné et de l'intérêt réputé, déduction faite des retenues fiscales applicables, le cas échéant.

Aux termes de la convention relative aux reçus de souscription, la société ne déclarera ni ne versera de dividendes en espèces ni ne fera de distribution d'espèces, sur la totalité ou quasi-totalité des actions ordinaires de la société avant la date de résiliation ou, si elle est antérieure, la date de libération de l'entiercement.

Modifications

Pendant que les reçus de souscription sont en circulation, la société, RBC et l'agent chargé des reçus de souscription peuvent, sans le consentement des porteurs des reçus de souscription, modifier ou compléter la convention relative aux reçus de souscription à certaines fins, notamment y apporter des changements qui, de l'avis de l'agent chargé des reçus de souscription, ne portent pas atteinte aux droits des porteurs des reçus de souscription. Il est notamment prévu dans la convention relative aux reçus de souscription que la convention et les reçus de souscription émis conformément à celle-ci peuvent faire l'objet d'autres modifications par voie de résolution spéciale. Dans la convention relative aux reçus de souscription, « résolution spéciale » s'entend d'une résolution adoptée par les voix affirmatives des porteurs d'au moins 66 ⅔ % du nombre de reçus de souscription en circulation représentés et votant à une assemblée des porteurs des reçus de souscription, ou un instrument écrit signé par les porteurs des reçus de souscription d'au moins 66 ⅔ % du nombre de reçus de souscription en circulation.

Inscription en compte, remise et forme des reçus de souscription et des actions sous-jacentes

Il est prévu que les reçus de souscription et les actions sous-jacentes seront émis, inscrits et déposés par voie électronique auprès de CDS ou de son prête-nom au moyen du système d'inscription en compte. Sauf dans des circonstances limitées, aucun porteur véritable de reçus de souscription ou d'actions sous-jacentes ne recevra de certificat définitif représentant sa participation dans les reçus de souscription ou les actions sous-jacentes et les porteurs véritables de reçus de souscription ou d'actions sous-jacentes ne recevront qu'une confirmation d'ordre usuelle du courtier ou d'un autre courtier en valeurs inscrit qui est un adhérent de CDS et duquel ou par l'intermédiaire duquel ils acquièrent une participation véritable dans les reçus de souscription ou les actions sous-jacentes. Malgré ce qui précède, les reçus de souscription vendus, et les actions sous-jacentes émises, le cas échéant, à des investisseurs qualifiés seront représentés par des certificats définitifs individuels inscrits au nom de leur souscripteur ou de leur prête-nom.

Ni la société ni les courtiers n'assumeront quelque responsabilité que ce soit relativement à ce qui suit : a) quelque aspect des registres ayant trait à la propriété véritable des reçus de souscription détenus par CDS ou aux paiements s'y rapportant; b) la tenue, la supervision ou l'examen des registres relatifs aux reçus de souscription; ou c) les avis donnés ou les déclarations faites par CDS ou à son égard qui figurent dans le présent prospectus simplifié et qui ont trait aux règles régissant CDS ou à toute mesure devant être prise par CDS ou selon les directives de ses adhérents. Les règles qui régissent CDS prévoient que celle-ci agit à titre de mandataire et de dépositaire pour les adhérents de CDS. Par conséquent, les adhérents de CDS doivent s'adresser exclusivement à CDS, et les personnes, à l'exception des adhérents de CDS, qui ont un intérêt dans les reçus de souscription doivent s'adresser uniquement aux adhérents de CDS pour les paiements versés par la société ou pour son compte à CDS à l'égard des reçus de souscription.

Les actions sous-jacentes émises à l'échange des reçus de souscription seront déposées par voie électronique auprès de CDS ou de son prête-nom au moyen du système d'inscription en compte. À la date à laquelle les conditions de libération de l'entiercement qui n'ont pas fait l'objet d'une renonciation sont respectées, la société, par l'intermédiaire de son agent des transferts, livrera par voie électronique des actions sous-jacentes inscrites au nom de CDS ou de son prête-nom. Tous les droits des actionnaires qui détiennent des actions sous-jacentes auprès de CDS doivent être exercés par l'intermédiaire de CDS ou de l'adhérent de CDS par l'intermédiaire duquel l'actionnaire détient ces actions sous-jacentes, qui leur fera tous les paiements et leur remettra tous les autres biens auxquels ils ont droit. Le porteur d'une action sous-jacente qui participe au système d'inscription en compte n'aura pas le droit de recevoir de la société ou de son agent des transferts une attestation ou un autre instrument attestant ses droits sur les actions sous-jacentes ou sa propriété de celles-ci ni, dans la mesure applicable, être inscrit au registre tenu par CDS, sauf par l'intermédiaire d'un mandataire qui est un adhérent de CDS. La capacité d'un propriétaire véritable d'actions sous-jacentes de mettre ces actions sous-jacentes en gage ou de prendre d'autres mesures concernant ses droits sur ces actions sous-jacentes

(autrement que par l'intermédiaire d'un adhérent de CDS) peut être limitée en raison de l'absence d'un certificat matériel.

Porteurs de reçus de souscription qui ne sont pas des actionnaires

Les porteurs des reçus de souscription ne sont pas, à ce titre, des actionnaires de la société et ils n'auront aucun droit, notamment de vote ou préférentiel de souscription, à titre d'actionnaires. À compter de la date à laquelle les conditions de libération de l'entiercement qui n'ont pas fait l'objet d'une renonciation sont respectées, les anciens porteurs des reçus de souscription auront le droit, en qualité de porteurs des actions sous-jacentes, de recevoir des dividendes déclarés par la société, le cas échéant, de voter et de se prévaloir de tous les autres droits conférés aux porteurs des actions ordinaires.

Actions ordinaires

La société a été constituée en société par actions sous le régime de la Corporations Act et elle compte actuellement deux catégories d'actions émises, soit des actions ordinaires entièrement libérées et une action à droit de vote spécial (l'« **action à droit de vote spécial** »). Au 26 juillet 2017, 387 084 339 actions ordinaires et une action à droit de vote spécial sont émises et en circulation. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

La société n'a pas de capital-actions autorisé, l'obligation d'une société de déclarer un capital-actions autorisé ayant été révoquée en Australie en 1998. Sous réserve de l'observation de la Corporations Act et des règles d'inscription de l'ASX (*ASX Listing Rules*), la capacité juridique de la société de réunir des capitaux et le nombre d'actions ordinaires qu'elle peut émettre est illimité. Les droits rattachés aux actions ordinaires sont énoncés dans la constitution de la société et sont régis par la Corporations Act, les règles d'inscription de l'ASX, les règles d'opération de règlement de l'ASX (*ASX Settlement Operating Rules*) et la législation d'application générale.

Les droits rattachés aux actions ordinaires sont sommairement décrits dans la notice annuelle. Ce sommaire n'est pas exhaustif et ne constitue pas un énoncé définitif des droits dont jouissent les porteurs d'actions ordinaires.

Droits spéciaux

Conformément à des conventions de souscription (les « **conventions de souscription** ») intervenues entre la société et WC Strategic Opportunity, L.P. (« **Wynchurch** ») et Resource Capital Fund VI LP (« **RCF** »), respectivement, dans le cadre d'un placement privé d'actions ordinaires le 11 avril 2016 (le « **placement privé de 2016** ») et sous réserve de certaines conditions, Wynchurch et RCF ont obtenu respectivement les droits suivants tant qu'ils détiennent, respectivement, plus de 10 % des actions ordinaires émises et en circulation :

1. le droit de nommer un candidat à une élection ou à une nomination au conseil d'administration de la société et la société a convenu d'inscrire ce candidat dans la liste des candidats à l'élection à un poste d'administrateur aux assemblées des actionnaires; et
2. la société s'est engagée à n'attribuer des options d'achat d'actions que si l'attribution est approuvée à l'unanimité par le conseil d'administration de la société.

Les conventions de souscription comportent des droits préférentiels de souscription en faveur de Wynchurch et RCF relativement à quelque mobilisation de capitaux propres proposée par la société tant que Wynchurch et RCF ont une participation non diluée d'au moins 10 % dans la société. Ces droits préférentiels de souscription sont expressément assujettis à l'approbation de l'ASX. Puisque l'ASX a refusé d'accorder l'approbation requise, ces droits préférentiels de souscription ne sont pas en vigueur.

PLACEMENTS ANTÉRIEURS

Le tableau qui suit décrit plus en détail les émissions par la société d'actions ordinaires et de titres dont la conversion ou l'échange permet d'acquérir des actions ordinaires au cours de la période de douze mois qui précède la date du présent prospectus simplifié.

Titre	Nombre	Prix	Date d'émission
Options ¹⁾	500 000	0,30 \$ A ⁸⁾	4 novembre 2016
Actions ordinaires ²⁾	110 002	s.o.	9 novembre 2016
Actions ordinaires ²⁾	4 407	s.o.	30 janvier 2017
Actions ordinaires ³⁾	1 000 000	0,50 \$ A ⁸⁾	6 avril 2017
Options ⁴⁾	1 650 000	1,00 \$ A ⁸⁾	25 mai 2017
Droits de souscription d'actions ⁵⁾	1 250 000	s.o.	25 mai 2017
Débeture convertible ⁶⁾	10 000 000	s.o.	1 ^{er} juin 2017
Actions ordinaires ²⁾	150 000	0,50 \$ A ⁸⁾	23 juin 2017
Droits de souscription d'actions ⁵⁾	1 000 000	s.o.	11 juillet 2017
Options ⁷⁾	600 000	1,08 \$ A ⁸⁾	11 juillet 2017

Nota :

- 1) Attribution d'options dans le cadre du plan incitatif fondé sur des actions de la société pouvant être exercées au prix de 0,30 \$ A l'action ordinaire jusqu'au 4 novembre 2019.
- 2) Actions ordinaires émises au rachat d'actions échangeables de Champion Exchange Limited conformément à leurs conditions.
- 3) Actions ordinaires émises à l'exercice d'options.
- 4) Attribution d'options dans le cadre du plan incitatif fondé sur des actions de la société pouvant être exercées au prix de 1,00 \$ A l'action ordinaire jusqu'au 25 mai 2020.
- 5) Attribution de droits de souscription d'actions dans le cadre du plan incitatif fondé sur des actions de la société qui deviennent acquis à l'exécution des conditions d'acquisition fixées par le conseil d'administration de la société.
- 6) Débeture d'un capital de 10 000 000 \$, convertible au gré de son porteur à tout moment en actions ordinaires à un prix de conversion de 1,00 \$ l'action ordinaire, sous réserve d'ajustement dans certaines circonstances. Voir « *Faits nouveaux* ».
- 7) Attribution d'options dans le cadre du plan incitatif fondé sur des actions de la société pouvant être exercées au prix de 1,08 \$ A l'action ordinaire jusqu'au 11 juillet 2020.
- 8) Le 31 juillet 2017, le cours du change publié par la Banque du Canada pour la conversion du dollar canadien en dollars australiens s'établissait à 1,00 \$ = 1,0036 \$ A.

COURS DES ACTIONS ORDINAIRES ET VOLUME DES OPÉRATIONS SUR CELLES CI

Les actions ordinaires sont inscrites à la cote de la TSX et à la cote de l'ASX sous le symbole « CIA ».

Le tableau suivant présente les variations du cours des actions ordinaires et le volume des opérations sur celles-ci à la TSX pour les périodes indiquées :

	Variations du cours		Volume cumulatif total
	Haut (\$)	Bas (\$)	
Août 2016	0,250 \$	0,230 \$	2 146 995
Septembre 2016	0,245 \$	0,225 \$	1 544 881
Octobre 2016	0,280 \$	0,225 \$	2 811 418
Novembre 2016	0,500 \$	0,235 \$	17 177 559
Décembre 2016	0,485 \$	0,400 \$	6 927 883
Janvier 2017	1,470 \$	0,455 \$	52 691 584
Février 2017	1,400 \$	0,850 \$	27 064 081
Mars 2017	1,120 \$	0,870 \$	9 845 175
Avril 2017	1,210 \$	0,920 \$	8 442 371
Mai 2017	1,050 \$	0,860 \$	4 403 349
Juin 2017	1,050 \$	0,850 \$	4 988 668
Juillet 2017	1,180 \$	0,960 \$	4 664 851
Août 2017	1,070 \$	0,930 \$	3 521 134
1 ^{er} au 6 septembre 2017	1,020 \$	0,980 \$	525 878

FACTEURS DE RISQUE

Un placement dans les titres de la société comporte des risques. Avant d'investir dans les reçus de souscription, vous devez examiner attentivement les risques contenus ou intégrés par renvoi dans le présent prospectus simplifié, notamment les risques décrits ci-après et dans la notice annuelle et dans le rapport de gestion annuel, lesquels sont intégrés par renvoi dans le présent prospectus simplifié. La description des risques propres à l'activité de la société contenue ou intégrée par renvoi dans le présent prospectus simplifié comprend les risques importants dont la société a connaissance. Si l'un des événements ou des développements décrits devaient se matérialiser, l'entreprise, la situation financière ou les résultats d'exploitation de la société pourraient en souffrir lourdement.

Il n'existe actuellement aucun marché public pour la négociation des reçus de souscription.

Il n'existe actuellement aucun marché pour la négociation des reçus de souscription. Il peut donc être impossible pour les souscripteur de revendre les reçus de souscription souscrits aux termes du présent prospectus simplifié. La TSX a approuvé sous condition l'inscription à sa cote des reçus de souscription et des actions sous-jacentes. L'inscription des reçus de souscription et des actions sous-jacentes est subordonnée à l'obligation, pour la société, de remplir toutes les exigences d'inscription de la TSX, y compris le placement de reçus de souscription à un nombre minimum de porteurs de titres publics, et rien ne garantit que ces exigences seront remplies. Rien ne garantit qu'un marché actif et liquide pour la négociation des reçus de souscription se créera après le placement ou, s'il se crée, qu'il se maintiendra au niveau du prix du placement. Le prix d'offre a été fixé par voie de négociation entre la société et les courtiers et il ne représente pas nécessairement le prix auquel les reçus de souscription ou les actions ordinaires seront négociées après la réalisation du placement. La société ne peut garantir aux investisseurs que le cours des reçus de souscription ou des actions ordinaires ne baissera pas considérablement en dessous des prix d'offre initiaux. Si aucun marché actif pour la négociation des reçus de souscription ne se crée, la liquidité et le cours des reçus de souscription pourraient être touchés défavorablement.

Certains facteurs indépendants de la volonté de la société peuvent compromettre les opérations de financement proposées.

La séquence des opérations de financement convenues par les parties aura lieu, dans chaque cas, sous réserve de la réalisation des conditions préalables applicables. La capacité de la société de réaliser ces conditions préalables dépendra d'un certain nombre de facteurs indépendants de sa volonté et, par conséquent, rien ne garantit que ces opérations seront réalisées. Voir « *Faits nouveaux – Opérations de financement* ».

En outre, la société n'a pas encore conclu les documents définitifs relativement au financement par emprunts de MFQ et à la débenture de Glencore, ni n'a obtenu l'approbation du Cabinet du gouvernement du Québec relativement à l'investissement de CMH. La capacité de la société de conclure les documents définitifs se rapportant au financement par emprunts de MFQ, à l'investissement de CMH ou à la débenture de Glencore, notamment selon des modalités acceptables, dépendra d'un certain nombre de facteurs indépendants de sa volonté et rien ne garantit que ces opérations seront réalisées.

La société engagera des frais d'opérations et des frais connexes importants dans le cadre des opérations de financement.

La société prévoit engager certains frais liés à la réalisation des opérations de financement. La plus grande partie de ces frais seront des frais non récurrents découlant des opérations de financement et se composeront de frais d'opérations liés aux opérations de financement. Des frais supplémentaires imprévus pourraient être engagés.

La direction jouit d'une grande latitude quant à l'affectation du produit du placement, et pourrait ne pas en affecter le produit efficacement.

La direction de la société jouit d'une grande latitude quant à l'affectation du produit net du placement et pourrait affecter le produit d'une manière qui n'améliore pas les résultats d'exploitation de la société ni la valeur des actions ordinaires. Une mauvaise affectation de ces fonds pourrait avoir un effet défavorable important sur l'entreprise de la société et entraîner une baisse du cours des actions ordinaires.

Changement aux lois fiscales.

Le 18 juillet 2017, le ministre des Finances (Canada) a publié un document de consultation demandant des commentaires sur les façons éventuelles de traiter certains avantages fiscaux perçus liés à l'investissement passif par l'intermédiaire d'une société privée. Les modifications possibles du système actuel d'imposition des sociétés en vertu de la LIR sont détaillées dans ce document, même si des propositions spécifiques visant à modifier la LIR ne sont pas incluses. Le ministre des Finances (Canada) devrait publier des propositions législatives après cette consultation. Rien ne garantit que, après l'adoption de ces propositions, les titres détenus par une société canadienne ne seront pas imposés en vertu de la LIR d'une manière qui est moins favorable qu'aux termes du système actuel.

Le cours des actions ordinaires a été et continue vraisemblablement à être volatil et un placement dans des actions ordinaires pourrait se révéler infructueux.

Au cours des dernières années, les marchés boursiers en Australie et au Canada ont été soumis à une forte volatilité des cours et des volumes d'opérations, de nombreuses sociétés ayant vu le cours de leurs titres fortement fluctuer pour des raisons qui ne sont pas nécessairement liées aux résultats d'exploitation, à la valeur de l'actif sous-jacent ou aux perspectives de ces sociétés. Rien ne garantit que les cours ne continueront pas de fluctuer. On peut s'attendre à ce qu'un marché pour la négociation des actions ordinaires suive les tendances générales du marché, malgré d'éventuels succès de la société quant à la production et à la création de produits des activités ordinaires, de flux de trésorerie ou de bénéfices, et à ce que cette volatilité continue d'influer sur la valeur des actions ordinaires.

D'éventuels placements d'actions ordinaires placées par la société ou par ses actionnaires existants pourraient entraîner une baisse du cours.

L'émission d'actions ordinaires par la société pourrait entraîner une dilution importante de la participation des actionnaires existants et nuire au cours des actions ordinaires. Des ventes par des actionnaires existants d'un grand nombre d'actions ordinaires sur le marché libre et l'émission d'actions dans le cadre d'opérations de financement ou de partenariats, ou des rumeurs en ce sens pourraient entraîner une baisse du cours des actions ordinaires et avoir un effet indésirable sur la capacité de la société de réunir des capitaux.

Dilution pour les souscripteurs.

Les souscripteurs qui souscrivent des reçus de souscription dans le cadre du placement peuvent payer pour les reçus de souscription un montant supérieur à celui qu'ont payé des actionnaires existants ou des porteurs de titres de la société pour leurs actions ordinaires. Ces souscripteurs peuvent donc subir une dilution immédiate et importante. La société a émis des titres convertibles qui ont un prix de conversion inférieur au cours des actions ordinaires. Par conséquent, les souscripteurs qui souscrivent des reçus de souscription dans le cadre du placement pourraient subir dans un avenir rapproché une dilution importante.

Aucun dividende n'a été payé sur les actions ordinaires.

Les porteurs des actions ordinaires à l'égard desquelles la société déclare ou verse des dividendes ont le droit à leur quote-part des dividendes, proportionnellement au nombre d'actions ordinaires détenues. La société n'a jamais payé de dividendes en espèces sur ses actions ordinaires à ce jour et a actuellement l'intention de conserver ses bénéfices à venir, s'il en est, pour financer la croissance de ses activités. Le conseil d'administration décidera à son appréciation de verser ou non des dividendes selon les facteurs, notamment les résultats d'exploitation et les besoins en capitaux, que le conseil d'administration juge pertinents.

Les droits de porteurs des reçus de souscription peuvent être modifiés.

Pendant que les reçus de souscription sont en circulation, la société, les courtiers et l'agent chargé des reçus de souscription peuvent, sans le consentement des porteurs des reçus de souscription, modifier ou compléter la convention relative aux reçus de souscription à certaines fins, notamment y apporter des changements qui, de l'avis de l'agent chargé des reçus de souscription, ne portent pas atteinte aux droits des porteurs des reçus de souscription. Il est notamment prévu dans la convention relative aux reçus de souscription que la convention et les reçus de souscription émis

conformément à celle-ci peuvent faire l'objet d'autres modifications par voie de résolution spéciale adoptée par les voix affirmatives des porteurs d'au moins 66 ⅔ % du nombre de reçus de souscription en circulation représentés et votant à une assemblée des porteurs des reçus de souscription, ou un instrument écrit signé par les porteurs des reçus de souscription d'au moins 66 ⅔ % du nombre de reçus de souscription en circulation. Le sommaire de la convention relative aux reçus de souscription qui figure dans le présent prospectus simplifié est donné entièrement sous réserve des modalités de cette convention, que devraient examiner les porteurs des reçus de souscription. La convention relative aux reçus de souscription sera déposée par la société sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com après la date de clôture du placement.

INCIDENCES FISCALES FÉDÉRALES CANADIENNES

De l'avis de McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l., conseillers juridiques de la société, et de Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l., conseillers juridiques des courtiers, le texte qui suit est, à la date du présent prospectus simplifié, un sommaire des principales incidences fiscales fédérales canadiennes en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (la « **LIR** ») et de son règlement d'application (le « **règlement** ») généralement applicables à un investisseur qui acquiert des reçus de souscription à titre de propriétaire véritable dans le cadre du placement et, le cas échéant, les actions sous-jacentes aux termes des reçus de souscription (les « **titres offerts** »). Le présent sommaire ne s'applique qu'à l'investisseur qui, pour l'application de la LIR et à tout moment pertinent, est un résident ou est réputé être un résident du Canada, traite sans lien de dépendance avec la société et les courtiers, n'est pas un affilié de la société ou des courtiers, n'est pas exonéré de l'impôt en vertu de la Partie I de la LIR et qui acquiert ou détient les titres offerts à titre d'immobilisations (un « **porteur** »). En général, les titres offerts seront considérés comme des immobilisations pour leurs porteurs dans la mesure où ils ne les détiennent pas dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise de courtage de titres et ne les ont pas acquis ni ne sont réputés les avoir acquis dans le cadre d'une ou de plusieurs opérations considérées comme un risque ou une affaire de caractère commercial. Les titres offerts ne constitueront pas des « titres canadiens » pour l'application du choix irrévocable prévu au paragraphe 39(4) de la LIR suivant lequel tous les « titres canadiens » appartenant à une personne sont traités comme des immobilisations et ce choix ne s'appliquera donc pas aux titres offerts.

Le présent sommaire ne s'applique pas à un porteur : i) qui est une « institution financière » (au sens de la LIR) pour l'application des « règles relatives à un bien évalué à la valeur du marché » de la LIR; ii) qui est une « institution financière déterminée » (au sens de la LIR); iii) dans lequel une participation constituerait un « abri fiscal déterminé » (au sens de la LIR); iv) qui a produit un choix de déclaration en « monnaie fonctionnelle » en vertu de la LIR pour établir ses « résultats fiscaux canadiens » (au sens de la LIR) dans une autre monnaie que la monnaie canadienne; v) qui est une société résidente du Canada (pour l'application de la LIR) ou une société qui ne traite pas sans lien de dépendance pour l'application de la LIR avec une société résidente du Canada, et qui est ou devient partie à une opération ou à un événement ou à une série d'opérations ou d'événements qui comprend l'acquisition d'actions sous-jacentes contrôlées par une société non résidente pour l'application des « règles relatives aux opérations de transfert de sociétés étrangères affiliées » de l'article 212.3 de la LIR; vi) à l'égard duquel la société ou l'une de ses filiales est ou sera une « société étrangère affiliée » (au sens de la LIR); ou vii) qui a conclu ou qui conclura un « arrangement de disposition factice » ou un « contrat dérivé à terme » (au sens de la LIR) à l'égard des actions sous-jacentes. Ces porteurs devraient consulter leurs propres conseillers en fiscalité quant à un placement dans des actions sous-jacentes.

Le présent sommaire est fondé sur les dispositions actuellement en vigueur de la LIR et de son règlement d'application à la date des présentes, compte tenu de toutes les modifications proposées de la LIR et du règlement publiquement annoncées par le ministre des Finances ou pour son compte avant la date des présentes (les « **propositions fiscales** »), et sur l'interprétation des conseillers juridiques quant aux politiques administratives et pratiques de cotisation de l'Agence du revenu du Canada (l'« **ARC** ») publiées par écrit par l'ARC avant la date des présentes. Le présent sommaire suppose que les propositions fiscales seront adoptées en leur version proposée, rien ne garantissant toutefois que les propositions fiscales seront adoptées, notamment en leur version proposée.

Les propositions fiscales ne comprennent pas le document de consultation demandant des commentaires sur les façons éventuelles de traiter les avantages fiscaux perçus liés à l'investissement passif par l'intermédiaire d'une société privée publié à des fins de consultation par le ministre des Finances (Canada) le 18 juillet 2017 et n'en tiennent pas compte. À cet égard, voir « *Facteurs de risque – Modifications aux lois fiscales* ».

À l'exception des propositions fiscales, le présent sommaire ne tient par ailleurs pas compte ni ne prévoit des modifications du droit, notamment par voie d'une décision ou d'une mesure législative, gouvernementale ou judiciaire, ni ne tient compte des incidences fiscales provinciales, territoriales ou étrangères, lesquelles peuvent être sensiblement différentes des incidences fiscales fédérales canadiennes dont il est question dans le présent sommaire. Le présent sommaire ne tient pas non plus compte des modifications des politiques administratives ou pratiques de cotisation de l'ARC.

Les incidences fiscales, notamment de l'impôt sur le revenu, de l'acquisition, de la détention ou de la disposition des titres offerts varieront selon les circonstances particulières de leur porteur, notamment la province ou le territoire dans lequel le porteur réside ou exploite une entreprise. Le présent sommaire est donc de nature générale seulement, n'expose pas de façon exhaustive toutes les incidences fiscales fédérales canadiennes possibles et n'est pas censé être ni ne saurait être interprété comme un conseil juridique ou fiscal à un porteur en particulier, et aucune déclaration quant aux incidences fiscales de l'impôt sur le revenu n'est formulée à un porteur ou à un porteur éventuel. Les porteurs devraient consulter leurs propres conseillers en fiscalité compte tenu de leur situation particulière.

Pour l'application de la LIR, tous les montants relatifs à l'acquisition, à la détention ou à la disposition d'actions sous-jacentes, y compris le prix de base rajusté, les dividendes reçus sur les actions sous-jacentes et le produit de disposition, doivent être exprimés en dollars canadiens. Pour l'application de la LIR, les montants libellés en devises doivent généralement être convertis en dollars canadiens au cours du change applicable établi conformément aux règles détaillées de la LIR à cet égard.

Le présent sommaire est fondé sur l'interprétation des conseillers juridiques selon laquelle un reçu de souscription atteste un droit contractuel d'acquérir une action sous-jacente lorsque certaines conditions sont respectées. Aucune décision anticipée en matière d'impôt à l'égard du placement n'a été demandée à l'ARC et les conseillers juridiques n'ont connaissance d'aucune décision judiciaire visant une telle caractérisation.

Imposition des porteurs des reçus de souscription

Acquisition des actions sous-jacentes conformément aux modalités des reçus de souscription

Le porteur des reçus de souscription ne sera pas réputé disposer d'un reçu de souscription et ne réalisera aucun gain en capital ni ne subira aucune perte en capital lors de l'acquisition des actions ordinaires conformément aux modalités des reçus de souscription. Le prix pour un porteur d'une action sous-jacente reçue conformément aux modalités d'un reçu de souscription correspondra au total i) du prix de souscription de celle-ci et ii) à la quote-part du porteur de quelque intérêt gagné ou autre revenu crédité ou reçu sur le produit entier qui est inclus dans le revenu du porteur. Le prix de base rajusté pour un porteur des actions sous-jacentes acquises conformément aux modalités des reçus de souscription correspondra à la moyenne du prix de ces actions sous-jacentes et du prix de base rajusté immédiatement avant ce moment de quelque autre action sous-jacente détenue par le porteur à titre d'immobilisation à ce moment.

Disposition des reçus de souscription

Une disposition réelle ou réputée d'un reçu de souscription par un porteur (autre qu'au moment de l'acquisition d'une action sous-jacente conformément aux modalités des reçus de souscription) fera généralement en sorte qu'un porteur réalise un gain en capital (ou subisse une perte en capital) correspondant à l'excédent (ou à l'insuffisance) du produit de disposition, rajusté s'il survient un cas de résiliation, comme il est décrit dans le paragraphe suivant par rapport à la moyenne du prix de base rajusté de celui-ci pour le porteur et des frais de disposition raisonnables. Le prix d'un reçu de souscription pour un porteur correspondra généralement au montant payé pour acquérir le reçu de souscription. Le prix de base rajusté pour un porteur d'un reçu de souscription acquis par ce porteur en tout temps correspondra à la moyenne du prix de ces reçus de souscription et du prix de base rajusté immédiatement avant ce moment de quelque autre reçu de souscription détenu par le porteur à titre d'immobilisation à ce moment. Ce gain en capital (ou cette perte en capital) sera assujéti au traitement fiscal décrit ci-après à la rubrique « *Imposition des porteurs des actions sous-jacentes – Gains en capital et pertes en capital* ».

Si les conditions de libération de l'entiercement qui n'ont pas fait l'objet d'une renonciation ne sont pas respectées avant la survenance d'un cas de résiliation, les porteurs des reçus de souscription seront réputés avoir disposé de leurs reçus de souscription et auront le droit de recevoir de l'agent chargé des reçus de souscription un montant correspondant au prix de souscription entier de ceux-ci, majoré d'un montant égal à leur quote-part de l'intérêt gagné et de l'intérêt réputé. Dans un tel cas, un montant correspondant à cet intérêt gagné sera inclus dans le revenu de ces porteurs et un montant correspondant à cet intérêt réputé devrait être inclus dans le revenu de ces porteurs, comme il est décrit à la rubrique « *Imposition des porteurs des reçus de souscription – Quote-part de l'intérêt* » ci-après. Un tel montant au titre de l'intérêt gagné et de l'intérêt réputé versé à un porteur qui est inclus dans le revenu du porteur sera exclu du produit de disposition d'un reçu de souscription pour le porteur.

Quote-part de l'intérêt

S'il survient un cas de résiliation, une tranche du montant versé à un porteur sera composée de la quote-part de l'intérêt gagné et de l'intérêt réputé de ce porteur.

Le porteur qui est une société par actions, une société de personnes, une fiducie d'investissement à participation unitaire ou une fiducie dont une société par actions ou une société de personnes est bénéficiaire sera tenu d'inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition le montant de l'intérêt couru revenant au porteur à la fin de l'année d'imposition en cause ou qu'il doit recevoir ou qu'il a reçu avant la fin de l'année d'imposition, sauf dans la mesure où cet intérêt a été inclus dans le revenu de ce porteur pour une année d'imposition précédente. Ce montant comprendra l'intérêt gagné et devrait comprendre l'intérêt réputé, que le porteur l'ait reçu ou non ou qu'il doive le recevoir. Toutefois, dans certaines circonstances, une déduction compensatrice peut être appliquée au titre de cet intérêt qui est remis à la société au moment de l'acquisition des actions sous-jacentes aux termes des reçus de souscription ou s'il survient un cas de résiliation.

Tout autre porteur, y compris un particulier, qui a le droit de recevoir sa quote-part de l'intérêt crédité ou reçu à titre d'intérêt gagné ou d'intérêt réputé devra (ou devrait dans le cas de l'intérêt réputé) inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition l'intérêt à recevoir ou reçu par le porteur ou l'agent chargé des reçus de souscription pour son compte au cours de cette année d'imposition, selon le mode de calcul qu'utilise généralement le porteur pour calculer son revenu.

Impôt remboursable

Le porteur qui est tout au long de l'année d'imposition applicable une « société privée sous contrôle canadien » (au sens de la LIR) peut avoir à payer un impôt remboursable additionnel sur son « revenu de placement total » (au sens de la LIR) pour l'année qui comprend les gains en capital imposables et l'intérêt gagné et qui devrait aussi comprendre l'intérêt réputé.

Imposition des porteurs des actions sous-jacentes

Dividendes

Le montant intégral des dividendes reçus (ou réputés reçus) sur les actions sous-jacentes par un porteur qui est un particulier (y compris une fiducie), notamment les montants retenus au titre de l'impôt étranger, le cas échéant, seront inclus dans le calcul du revenu du porteur et ne seront pas assujettis aux règles de majoration et de crédit d'impôt pour dividendes généralement applicables en vertu de la LIR aux dividendes imposables reçus (ou réputés reçus) de « sociétés canadiennes imposables » (au sens de la LIR).

Les dividendes reçus sur les actions sous-jacentes par un porteur qui est une société, notamment les montants retenus au titre de l'impôt étranger, le cas échéant, seront inclus dans le calcul du revenu du porteur, et ce porteur n'aura pas droit à la déduction pour dividendes entre sociétés dans le calcul du revenu imposable et qui s'applique en général aux dividendes reçus de « sociétés canadiennes imposables » (au sens de la LIR).

Le porteur qui est tout au long de l'année d'imposition applicable une « société privée sous contrôle canadien » (au sens de la LIR) peut avoir à payer un impôt remboursable supplémentaire sur son « revenu de placement total » (au sens de la LIR), y compris, notamment les dividendes qui ne sont pas déductibles dans le calcul du revenu imposable.

Sous réserve des règles détaillées de la LIR, un porteur peut avoir droit à un crédit ou à une déduction pour impôt étranger à l'égard de l'impôt étranger payé sur des dividendes qu'il a reçus sur des actions sous-jacentes. Les porteurs devraient consulter leur propre conseiller en fiscalité quant à l'applicabilité d'un crédit ou d'une déduction pour impôt étranger compte tenu de leur situation particulière.

Disposition des actions sous-jacentes

À la disposition réelle (ou réputée) d'une action sous-jacente, un porteur réalisera en général un gain en capital (ou subira une perte en capital) correspondant à l'excédent (ou au déficit) du produit de disposition de l'action sous-jacente, selon le cas, déduction faite des frais raisonnables de disposition, par rapport au prix de base rajusté de l'action sous-jacente pour le porteur. Le traitement fiscal des gains en capital et des pertes en capital est plus amplement décrit ci-après à la sous-rubrique « *Gains en capital et pertes en capital* ».

Aux fins du calcul du prix de base rajusté des actions sous-jacentes pour un porteur, lorsqu'une action sous-jacente est acquise autrement que conformément aux modalités d'un reçu de souscription, le coût de l'action sous-jacente nouvellement acquise entre dans le calcul de la moyenne du prix de base rajusté de toutes les actions sous-jacentes appartenant au porteur à titre d'immobilisations avant cette acquisition. Le prix de base rajusté d'une action sous-jacente pour un porteur sera le coût pour le porteur des actions sous-jacentes, avec certains ajustements.

Gains en capital et pertes en capital

En général, le porteur est tenu d'inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition la moitié du montant d'un gain en capital (un « **gain en capital imposable** ») réalisé par le porteur dans l'année. Sous réserve et aux termes des dispositions de la LIR, le porteur est tenu de déduire la moitié du montant d'une perte en capital (une « **perte en capital déductible** ») subie dans une année d'imposition des gains en capital imposables qu'il a réalisés dans l'année. Les pertes en capital déductibles en excédent des gains en capital imposables peuvent être reportés rétroactivement et déduites dans les trois années d'imposition antérieures ou prospectivement et déduites dans toute année d'imposition ultérieure des gains en capital imposables réalisés dans ces années (mais d'aucun autre revenu) dans la mesure et selon les circonstances décrites dans la LIR.

Le porteur qui tout au long de l'année d'imposition applicable est une « société privée sous contrôle canadien » (au sens de la LIR) peut avoir à payer un impôt remboursable supplémentaire sur son « revenu de placement total » (au sens de la LIR) pour l'année, y compris, notamment les gains en capital imposables.

Impôt minimum

Les gains en capital réalisés et dividendes reçus par un porteur qui est un particulier (y compris une fiducie), sauf certaines fiducies déterminées, peuvent donner lieu à un impôt minimum de remplacement à payer par le porteur en vertu de la LIR. Les porteurs doivent consulter leurs propres conseillers en fiscalité quant à l'application d'un impôt minimum.

Déclaration d'information sur des biens étrangers

En général, un porteur qui est une « entité canadienne déterminée » (au sens de la LIR) pour une année d'imposition ou une période fiscale et dont le « coût indiqué » total des « biens étrangers déterminés » (au sens de la LIR), notamment les titres offerts, à tout moment dans l'année ou la période fiscale dépasse 100 000 \$ sera tenu de déposer auprès de l'ARC pour l'année ou la période une déclaration d'information divulguant l'information prescrite à l'égard de ces biens. Sous réserve de certaines exceptions, un porteur sera en général une « entité canadienne déterminée ». Les titres offerts constitueront des « biens étrangers déterminés » d'un porteur pour l'application de ces règles. Des amendes peuvent s'appliquer lorsqu'un porteur omet de déposer la déclaration d'information prescrite à l'égard de ces « biens étrangers déterminés » en temps utile conformément à la LIR. Les porteurs devraient consulter leur propre conseiller en fiscalité quant à l'application de ces obligations d'information.

Bien d'un fonds de placement non-résident

La LIR renferme des règles qui peuvent obliger un contribuable à inclure dans son revenu dans l'année d'imposition un montant au titre de la détention d'un « bien d'un fonds de placement non-résident » (au sens de la LIR). Ces règles pourraient s'appliquer à un porteur à l'égard d'un titre offert si deux conditions sont réunies.

La première condition applicable de ces règles consiste à savoir si la valeur des titres offerts peut raisonnablement être considérée comme découlant principalement, directement ou indirectement, de placements de portefeuille : i) en actions du capital-actions d'une ou de plusieurs sociétés, ii) en créances ou en rentes, iii) en participations dans un ou plusieurs fonds ou organismes ou dans une ou plusieurs sociétés, fiducies, sociétés de personnes ou entités, iv) en marchandises, v) en biens immeubles, vi) en avoirs miniers canadiens ou étrangers, vii) en monnaie autre que la monnaie canadienne, viii) en droits ou options d'achat ou de disposition de l'une des valeurs qui précèdent ou ix) en toute combinaison de ce qui précède (collectivement l'« **actif de placement** »).

La deuxième condition applicable de ces règles à un porteur consiste à savoir si l'on peut raisonnablement conclure que l'une des raisons principales pour le porteur d'acquérir ou de détenir un titre offert sur un tel bien était de tirer un bénéfice de placements de portefeuille dans l'actif de placements de façon que les impôts, le cas échéant, sur les revenus, bénéfices et gains provenant de l'actif de placements pour une année donnée soient considérablement moins élevés que l'impôt dont ces revenus, bénéfices et gains auraient été frappés en vertu de la Partie I de la LIR s'ils avaient été gagnés directement par le porteur.

Pour en arriver à cette conclusion, ces règles prévoient qu'il doit être tenu compte de toutes les circonstances, y compris i) la nature, l'organisation et les activités de toute entité non-résidente, y compris la société, ainsi que les formalités et les conditions régissant la participation du porteur dans toute entité non-résidente ou les liens qu'il a avec une telle entité, ii) la mesure dans laquelle les revenus, bénéfices et gains qu'il est raisonnablement considéré comme ayant été gagnés ou accumulés, directement ou indirectement, au profit de toute entité non-résidente (y compris la société) sont assujettis à un impôt sur le revenu ou sur les bénéfices qui est considérablement moins élevé que l'impôt sur le revenu dont ces revenus, bénéfices et gains seraient frappés s'ils étaient gagnés directement par le porteur, et iii) la mesure dans laquelle les revenus, bénéfices et gains de toute entité non-résidente, y compris la société, pour un exercice donné sont distribués au cours de ce même exercice ou de celui qui suit.

Le cas échéant, ces règles obligeraient en général un porteur à inclure dans son revenu pour chaque année d'imposition dans laquelle il est propriétaire d'un titre offert i) un rendement théorique pour l'année d'imposition calculé mensuellement et correspondant au produit de la multiplication du « coût désigné » (au sens de la LIR) pour le porteur des titres offerts à la fin du mois, par 1/12^e du total du taux d'intérêt prescrit applicable pour la période comprise dans ce mois et 2 %, moins ii) le revenu du porteur pour l'année (autre qu'un gain en capital) tiré du titre offert et déterminé compte non tenu de ces règles. Tout montant qui doit être inclus dans le calcul du revenu d'un porteur aux termes de ces dispositions sera ajouté au prix de base rajusté du titre offert visé pour le porteur.

Ces règles sont complexes et leur application dépend, dans une large mesure, en partie des raisons pour lesquelles un porteur acquiert ou détient les titres offerts. Les porteurs sont fortement encouragés à consulter leur propre conseiller en fiscalité quant à l'application et aux conséquences de ces règles compte tenu de leur situation particulière.

ADMISSIBILITÉ À DES FINS DE PLACEMENT

De l'avis de McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l., conseillers juridiques de la société, et de Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l., conseillers des courtiers, d'après les dispositions de la LIR, à la date des présentes, les titres offerts, s'ils sont émis à la date des présentes, constitueraient des « placements admissibles » en vertu de la LIR pour des fiducies régies par des régimes enregistrés d'épargne-retraite (« **REER** »), des fonds enregistrés de revenu de retraite (« **FERR** »), des régimes enregistrés d'épargne-études (« **REEE** »), des régimes enregistrés d'épargne-invalidité (« **REEI** »), des régimes de participation différée aux bénéfices et des comptes d'épargne libres d'impôt (« **CELI** »), pourvu que les titres offerts soient inscrits à la cote d'une « bourse de valeurs déterminée » au sens de la LIR, ce qui comprend actuellement la TSX et l'ASX).

Même si les titres offerts peuvent constituer des placements admissibles pour un REER, un FERR ou un CELI (individuellement, un « **régime enregistré** »), si un titre offert constitue un « placement interdit » au sens de la LIR pour un régime enregistré, le rentier ou le titulaire du régime enregistré, selon le cas, devra payer une pénalité fiscale prévue dans la LIR. Les titres offerts constitueront en général des placements interdits pour un régime enregistré si le rentier ou le titulaire, selon le cas, du régime enregistré : i) ne traite pas sans lien de dépendance avec la société pour l'application de la LIR; ou ii) détient une « participation notable » (au sens de la LIR pour l'application des règles relatives à un placement interdit) dans la société. Les actions sous-jacentes ne constitueront en général pas des placements interdits si elles constituent un « bien exclu » (au sens de la LIR pour l'application des règles relatives à un placement interdit) pour des fiducies régies par un régime enregistré. Aux termes des propositions visant à modifier la LIR contenues dans le budget fédéral publié le 22 mars 2017, les règles relatives à un placement interdit s'appliqueront aussi à une fiducie régie par un REEE ou un REEI, à compter du 22 mars 2017.

Les titulaires de CELI ou de REEI, souscripteurs de REEE et rentiers de REER ou FERR devraient consulter leur propre conseiller en fiscalité à cet égard.

AUDITEUR, AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

L'agent chargé de la tenue des registres et l'agent des transferts de la société sont :

Security Transfer Registrars Pty Ltd
Suite 1, Alexandria House, 770 Canning Highway
Applecross Western Australia 6153

Compagnie Trust TSX
200 University Avenue, Bureau 300
Toronto (Ontario) Canada M5H 4H1

L'auditeur de la société est :

Ernst & Young
200 George Street
Sydney 2000 New South Wales
Australie

INTÉRÊT DES EXPERTS

Les personnes physiques ou morales qui suivent ont rédigé, certifié ou attesté une déclaration, un rapport ou une évaluation qui est décrit, inclus ou mentionné dans le présent prospectus simplifié ou dans un document intégré par renvoi dans le présent prospectus simplifié :

- Ernst & Young
- Stéphane Rivard, ing., Robin Jones, ing., et Michel Bilodeau, ing., d'Ausenco Canada Inc.
- Louis-Pierre Gignac, ing., Réjean Sirois, ing., et Étienne Bernier, ing., de G Mining Services Inc.
- Ryan Cunningham, ing., de Met-Chem, division de DRA Americas Inc.
- Philippe Rio Roberge, ing., de WSP Canada Inc.

Ernst & Young, auditeur externe de la société, a rédigé un rapport sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017. Ernst & Young a informé la société qu'elle n'était pas propriétaire inscrit ou véritable, directement ou indirectement, de titres ou d'autres biens de la société. Ernst & Young a informé la société qu'elle est indépendante de la société conformément aux exigences d'indépendance des auditeurs de la Corporations Act. La responsabilité d'Ernst & Young à l'égard de poursuites civiles (en responsabilité délictuelle, contractuelle ou autre) découlant de ses audits des

états financiers de Champion Iron Limited et de ses filiales consolidées inclus dans le présent prospectus est limitée par les normes professionnelles (*Professional Standards Scheme*) (NGS) des comptables agréés de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (*Chartered Accountants Australia and New Zealand*) approuvées par le Professional Standards Council ou toute autre norme approuvée en vertu de la loi intitulée *Professional Standards Act 1994* (NGS), y compris la *Treasury Legislation Amendment (Professional Standards) Act 2004* (Cth).

Ausenco Canada Inc., G Mining Services Inc., Met-Chem, division de DRA Americas Inc. et WSP Canada Inc. ont co-rédigé l'étude de faisabilité du terrain du lac Bloom.

À la connaissance de la société, après enquête raisonnable, aucune des personnes mentionnées ci-dessus n'exerce un droit de propriété véritable, directement ou indirectement, ou un contrôle ou une emprise sur des titres de la société représentant plus de 1 % des actions ordinaires en circulation.

Certaines questions d'ordre juridique au Canada concernant le placement sont examinés pour le compte de la société par McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l., et pour le compte des courtiers par Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l. En date des présentes, les associés et autres avocats de McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l., en tant que groupe, et les associés et autres avocats de Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l., en tant que groupe, sont propriétaires véritables, directement ou indirectement, de moins de 1 % des actions ordinaires en circulation.

MANDATAIRE AUX FINS DE SIGNIFICATION D'ACTES DE PROCÉDURE

La société et MM. W. Michael O'Keeffe, chef de la direction et administrateur de la société, Andrew J. Love, administrateur de la société et Gary Lawler, administrateur de la société, sont respectivement constitués en société, prorogés ou par ailleurs organisés sous le régime de la législation d'un territoire étranger ou résident hors du Canada, selon le cas, et ont respectivement nommé J. Estepa Consulting Inc., 20 Adelaide Street East, bureau 200, Toronto (Ontario) M5C 2T6 leur mandataire aux fins de signification d'actes de procédure.

Les souscripteurs doivent savoir qu'il peut être impossible pour les investisseurs de faire valoir des jugements obtenus au Canada contre une personne physique ou morale qui est constituée, prorogée ou par ailleurs organisée sous le régime de la législation d'un territoire étranger ou qui réside à l'extérieur du Canada, même si la personne a désigné un mandataire aux fins de signification d'actes de procédure.

DROITS DE RÉOLUTION ET SANCTIONS CIVILES

La législation en valeurs mobilières de certaines provinces du Canada confère au souscripteur un droit de résolution. Ce droit ne peut être exercé que dans les deux jours ouvrables qui suivent la réception réelle ou réputée du prospectus simplifié et des modifications. Dans plusieurs provinces du Canada, la législation en valeurs mobilières permet également au souscripteur de demander la nullité ou, dans certains cas, la révision du prix ou des dommages-intérêts si le prospectus simplifié contient de l'information fausse ou trompeuse ou ne lui a pas été transmis. Ces droits doivent être exercés dans des délais déterminés. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un avocat.

Aux termes de la convention relative aux reçus de souscription, le souscripteur initial disposera d'un droit contractuel de résolution lui permettant de recevoir le montant versé pour les reçus de souscription si le présent prospectus simplifié et toute modification de celui-ci contiennent des informations fausses ou trompeuses, pourvu que ce droit soit exercé dans les 180 jours qui suivent la date de clôture du placement. Ce droit contractuel de résolution ne peut être exercé que par les souscripteurs initiaux des reçus de souscription tant qu'ils sont porteurs des reçus de souscription ou des actions sous-jacentes pouvant être émises à l'échange de ces reçus de souscription et ne pourront être exercés par quelque autre porteur qui acquiert ces titres auprès d'un souscripteur initial sur le marché libre ou par ailleurs. Ce droit contractuel de résolution est assujéti aux moyens de défense, aux restrictions et aux autres dispositions décrits dans les lois sur les valeurs mobilières applicables et s'ajoute aux autres droits et recours que les souscripteurs initiaux des reçus de souscription peuvent exercer en vertu de l'article 130 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario) (la « **Loi sur les valeurs mobilières** ») et d'autres dispositions semblables des lois sur les valeurs mobilières canadiennes, ou par ailleurs en droit.

Il est entendu que le présent droit contractuel de résolution aux termes de la convention relative aux reçus de souscription ne se rapporte qu'aux informations fausses ou trompeuses (au sens de la Loi sur les valeurs mobilières) et qu'il n'est pas un droit de résolution pouvant être exercé dans les deux jours ouvrables comme le prévoit la législation en valeurs mobilières de certaines provinces du Canada. Les souscripteurs initiaux doivent en outre savoir que le droit d'action légal en dommages-intérêts pour information fausse ou trompeuse figurant dans le présent prospectus simplifié est limité, selon la législation en valeurs mobilières de certaines provinces, au prix auquel les reçus de souscription sont offerts au public dans le cadre du placement. On se reportera aux dispositions applicables de la législation en valeurs mobilières de la province du souscripteur initial et on consultera éventuellement un avocat.

ATTESTATION DE LA SOCIÉTÉ

Le 7 septembre 2017

Le présent prospectus simplifié, avec les documents qui y sont intégrés par renvoi, révèle de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement, conformément à la législation en valeurs mobilières de toutes les provinces du Canada.

(s) W. Michael O'Keeffe

W. Michael O'Keeffe
Chef de la direction

(s) Miles Nagamatsu

Miles Nagamatsu
Chef des finances

Au nom du conseil d'administration

(s) Michelle Cormier

Michelle Cormier
Administratrice

(s) Wayne Wouters

Wayne Wouters
Administrateur

ATTESTATION DES COURTIERS

Le 7 septembre 2017

À notre connaissance, le présent prospectus simplifié, avec les documents qui y sont intégrés par renvoi, révèle de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement, conformément à la législation en valeurs mobilières de toutes les provinces du Canada.

RBC DOMINION VALEURS MOBILIÈRES INC.

(s) John Blanchette

John Blanchette
Directeur

SPROTT PRIVATE WEALTH LP

(s) Tim Sorensen

Tim Sorensen
Associé directeur

BMO NESBITT BURNS INC.

(s) Nicholas Brunet

Nicholas Brunet
Directeur général

FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE INC.

(s) Jason Ellefson

Jason Ellefson
Directeur général

SCOTIA CAPITAUX INC.

(s) Elian Turner

Elian Turner
Directeur général

VALEURS MOBILIÈRES DESJARDINS INC.

(s) François Carrier

François Carrier
Directeur général et chef,
Financement aux sociétés

MARCHÉS FINANCIERS MACQUARIE CANADA LTÉE

(s) Michael P. Mackasey

Michael P. Mackasey
Vice-président du conseil